

LES CAHIERS 14

D'AUTONOMIE DE CLASSE **A2C** | OCTOBRE 2024



UNITE

D'ACTION

DE CLASSE

ANTIRACISTE

ÉDITO FACE À L'EXTRÊME DROITE ET À LA CRISE POLITIQUE DU GOUVERNEMENT, L'UNITÉ ANTIRACISTE ET ANTIFASCISTE!



La séquence politique nous rappelle deux choses : le régime de Macron est un tremplin pour l'extrême droite, et la stratégie du Nouveau Front populaire (NFP) pour faire face au danger fasciste et à l'autoritarisme de Macron est un échec.

Le Nouveau Front populaire face à l'extrême droite, retour sur un échec

La nomination de Michel Barnier comme Premier ministre a été un choc pour de nombreux électeur·rice·s du NFP, vécue comme un déni de démocratie insupportable et entraînant des manifestations avec plus de 300 000 personnes à travers la France.

Cette nomination correspond à la volonté de Macron d'établir un bloc parlementaire qui lui permette de poursuivre ses politiques antisociales et nationalistes. Elle est malheureusement la suite logique de ce qui s'est construit politiquement pendant les élections législatives.

Du côté de la classe dirigeante, l'obsession est de barrer la route à tout ce qui pourrait renforcer la confiance de notre classe. Quitte à assumer préférer le RN au NFP, comme a pu le faire publiquement le président du Medef.

Face au danger de voir les fascistes obtenir une majorité, la gauche et une partie de l'extrême gauche ont fait dominer l'appel au vote du NFP. Cela a non seulement

propagé l'idée que la lutte contre l'extrême droite se jouait au niveau électoral, nous désarmant de nos capacités d'interventions dans les rues, dans nos quartiers et nos lieux de travail. Mais cela a aussi contribué à resolidifier le front républicain en se désistant dans certaines circonscriptions comme face à Darmanin qui a pourtant signé la victoire idéologique du RN avec le passage de la loi immigration. Dans ce renforcement d'un front républicain, il n'est pas étonnant que le choix du Premier ministre penche vers une personnalité capable de continuer à défendre la politique réactionnaire et antisociale du gouvernement tout en actant un travail conjoint avec l'extrême droite. Cette dernière pourra profiter de cette nomination pour gagner de nouvelles victoires idéologiques.

Rien n'est perdu, la Grande-Bretagne nous montre la voie

L'unité électorale doit être transformée par une unité d'action antifasciste et antiraciste dans nos quartiers, sur nos lieux de travail pour combattre l'extrême droite et ses idées. En ce sens, les événements en Grande-Bretagne de cet été nous montrent la voie.

Pendant l'été, suite à la récupération raciste d'un triple meurtre commis à SouthPort, des émeutes racistes ont éclaté dans plusieurs villes.

Les attaques racistes à l'appel de groupes fascistes ont visé des mosquées, des centres d'hébergements d'urgence d'accueil de demandeur·euse·s d'asile ou

Du côté de la classe dirigeante, l'obsession est de barrer la route à tout ce qui pourrait renforcer la confiance de notre classe

encore des individus racisés isolés. Face à la violence des émeutes, les habitant-e-s ont réagi d'abord par elleux-mêmes en défendant les commerces et les lieux de prières dans les quartiers populaires. Très vite il a été organisé des ripostes de masse antiracistes.

Dans ces ripostes, le front Stand Up To Racism a permis de donner la confiance d'organiser et de porter ces rassemblements. Face à la violence des attaques, les appels à rassemblements ont été massivement rejoints et les fascistes ont été isolés. Dans les rues, les manifestant-e-s chantaient face aux fascistes «*Nous sommes beau-coup, vous êtes peu*».

Cette mobilisation antiraciste et antifasciste a montré qu'il est possible d'endiguer la mise en action des fascistes dans les rues à partir d'une réaction spontanée des habitant-e-s et l'implantation de militant-e-s antiracistes et antiracistes à l'aide d'un front coordonné Stand Up To Racism. Face au fascisme, l'unité d'action doit rassembler toutes les forces politiques désirant s'opposer aux fascistes, et dont la priorité est d'exister dans la rue, là où les fascistes peuvent s'organiser.

Du front électoral au front d'action...

À l'inverse de ce qui a été construit pendant les élections législatives, nous pensons que nous ne nous opposerons pas au RN et au projet fasciste par une coalition électorale. Les solutions politiques face au RN seront uniquement celles portées par l'organisation de la plupart d'entre nous à travers des actions concrètes visant à empêcher la construction d'un mouvement fasciste.

Nous devons empêcher la progression de l'activité des militants fascistes et construire l'unité antiraciste pour faire face aux attaques réactionnaires mais aussi aux attaques antisociales que préparent le gouvernement. L'unité d'action dans la lutte antiraciste est plus que nécessaire pour rassembler le maximum de forces contre le développement des forces fascistes. Cette unité d'action doit regrouper toutes les forces politiques désirant s'opposer aux fascistes.

Ce front antiraciste et antifasciste doit se concrétiser autour de ripostes claires là où les organisations d'extrême droite prévoient des événements politiques, mais aussi à travers la construction de cadres de veille et de défense par quartier et par lieu de travail ouverts à tous-tes afin de riposter face aux attaques racistes et d'empêcher d'un même geste la présence de militants fascistes dans nos quartiers.

...pour un antifascisme de classe

Face à la montée de l'extrême droite mais aussi face au renforcement autoritaire du gouvernement Macron, nous devons construire un antifascisme de classe.

Le nouveau gouvernement, véritable concrétisation du front républicain avec Bruno Retailleau au ministère de l'Intérieur va être extrêmement à l'offensive sur les questions sociales et mener une politique ultra réactionnaire envers les minorités de genre, les sans-papiers, les personnes étrangères, etc...

Malgré ce coup autoritaire, le camp de la majorité et ce nouveau gouvernement sont extrêmement fragiles. Les élu-e-s ne reposent sur aucune base sociale et suscitent une colère dans notre classe. Mais pour empêcher que cette colère ne soit récupérée par l'extrême droite, nous devons combattre les tendances racistes et réactionnaires dans notre classe et l'influence du Rassemblement national notamment dans les organisations ouvrières, soit les syndicats.

Pourtant la date du 1^{er} octobre a été largement en deçà des enjeux de la période. Dans une période où la classe dirigeante est à l'offensive malgré sa fragilité, la proposition des direc-

tions syndicales est une date aux mots d'ordre uniquement sociaux et économiques. Nous devons construire l'unité à la base en liant les questions sociales aux questions politiques. La colère face à l'extrême droite et les coups de force de Macron articulés à la grève peut permettre à une véritable force politique d'émerger.

Nous devons construire à partir de nos implantations syndicales, sur nos lieux de travail, mais aussi dans nos collectifs féministes, antiracistes et antifascistes la nécessité de porter dans les dates de grèves nationales des mots d'ordre politiques, contre les politiques racistes, pour la Palestine, contre le RN, conditions nécessaires pour espérer gagner face au gouvernement et faire reculer l'extrême droite. En sachant qu'une large partie de notre classe subit de plein fouet l'accélération réactionnaire et raciste, se tenir à leurs côtés et construire une solidarité antiraciste et antifasciste, c'est briser les divisions qui nous empêchent de renforcer l'antagonisme avec nos véritables ennemis : la classe dominante et l'extrême droite.

ANOUK (MARSEILLE)





PROCÈS « DE MAZAN » **CULTURE SOLIDAIRE ET FÉMINISTE FACE À LA CULTURE DU VIOL**

Le «procès des viols de Mazan» a débuté le 2 septembre 2024 sous le regard de la France entière. Il s'agit du procès d'un homme, Dominique Pelicot, qui a drogué sa femme Gisèle Pelicot jusqu'à l'inconscience totale pendant 10 ans et a invité plus de 80 hommes sur un site internet à la violer. C'est aussi le procès de 51 hommes, sur les 80, qui ont été confondus par des vidéos présentes sur l'ordinateur de Dominique Pelicot. Ce procès est public car Gisèle Pelicot, ainsi que sa fille, Caroline Darian, ont refusé le huis clos pour que la honte change de camp. Dans toute la France des rassemblements de soutien pour elles mais également pour toutes les victimes de violences sexistes et sexuelles ont eu lieu le samedi 14 septembre.

Dans la rue, ce procès pourrait bien devenir le procès de la culture du viol. Sept ans après la vague Metoo, le mouvement féministe se bat toujours pour faire reconnaître la violence de la culture du viol et la place centrale qu'elle occupe dans le patriarcat. Dans cette affaire, elle s'exprime à tous les niveaux : dans les faits mêmes mais également dans la ligne de défense des accusés et dans la manière dont certain-es dans la société prennent leur défense.

Dans la rue, ce procès pourrait bien devenir le procès de la culture du viol

Le continuum des violences

Dans cette affaire, la culture du viol s'illustre par le continuum de violence, dont témoignent Gisèle Pelicot et Caroline Darian. Comme souvent, les

violences ont été enracinées dans le cadre familial et subies par les victimes, femmes et enfants, pendant des années. Caroline Darian parle ainsi du climat incestueux qui existait dans sa famille. Son cas n'est clairement pas isolé, les enquêtes récentes de la CIVIISE (Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants) nous rappellent que l'inceste, présent dans de nombreuses familles, est la plupart du temps caché pendant des dizaines d'années. Or, lorsque les victimes osent enfin parler, elles ne sont en grande majorité crues ni par leur famille, ni par la police, ni par la justice.

Dominique Pelicot n'a pas uniquement fait preuve de violence dans le cadre familial : il a été

arrêté après avoir été pris en flagrant délit dans un supermarché où il photographiait sous les jupes des femmes. Les victimes sont donc très certainement nombreuses.

Ce procès met également en lumière une pratique répandue mais peu abordée : la soumission chimique. Ce phénomène touche massivement les femmes : dans des contextes conjugaux et familiaux, comme dans les cas de Gisèle Pelicot et Caroline Darian mais aussi dans les espaces « festifs » (boîtes de nuit, bars, soirées d'intégration...). Nous sommes nombreuses à craindre d'être droguées à notre insu ce qui nous amène à une vigilance permanente (surveiller nos verres, les commander nous-mêmes), qui nous empêche de profiter librement de nos vies.

La culture du viol s'exprime aussi à travers les profils de Dominique Pelicot et des autres violeurs : ce sont des messieurs Tout-le-Monde. Il ne s'agit ni de monstres ni de personnes déviantes ou marginalisées. C'est ce que le mouvement féministe tente de faire reconnaître depuis de nombreuses années : les violences sexuelles sont en écrasante majorité le fait d'hommes parfaitement intégrés, biens sous tout rapport selon les normes bourgeoises, patriarcales et racistes, qu'on pense à PPD ou plus récemment à l'abbé Pierre, par exemple.

La culture du silence

C'est aussi la culture du viol qui déshumanise les femmes et les personnes minorisées par le système de genre, en les objectifiant et en leur retirant la possibilité de parler pour elles-mêmes. Ainsi on peut entendre de la part de la défense de certains accusés que le consentement du mari vaut pour celui de sa femme. En résumé, une femme est encore aujourd'hui considérée comme la propriété de son mari, un objet à sa disposition, avant d'être un être libre.

On assiste aussi au fameux deux poids, deux mesures lorsqu'un avocat de la défense explique que « quand même, il y a viol et viol » arguant que ces hommes n'avaient pas l'intention de commettre un viol alors même qu'ils étaient face à une femme inanimée. Peu importe l'intention réelle ou supposée des accusés : ce qui doit primer c'est l'absence de consentement.

Mais on ne retrouve pas seulement ces éléments de défense sur le banc des accusés et de leurs avocats. Depuis le début du procès, une partie de notre classe se range du côté des agresseurs en invisibilisant les témoignages des femmes. En effet certain-es choisissent de mettre toute leur énergie à lever ce qui semblerait être le premier malentendu de toute cette histoire : tous les hommes ne seraient pas des agresseurs, mettant encore une fois en avant le vécu et la sensibilité des hommes cisgenres plutôt que de rappeler par exemple que 93 000 viols ont lieu en France par an.

La culture du viol c'est aussi ce qui a permis que, durant 10 ans, aucun homme contacté par Dominique Pelicot sur le forum nommé « à son

insu » où il recrutait les futurs agresseurs ne donne l'alerte, ne se préoccupe du destin de Gisèle Pelicot, faisant ainsi d'eux des complices silencieux.

La culture du viol s'exprime aussi dans l'appareil juridique qui expose les victimes à toutes ces violences. Nous remercions Gisèle Pelicot et sa fille pour le

courage qu'elles ont eu d'affronter — de surcroît publiquement — leur mari - père - organisateur de viols et tous les accusés, afin de faire reconnaître la violence de ce système qui profite aux violeurs. Courage d'autant plus nécessaire vu le traitement judiciaire et médiatique de ces violences. En effet, ce procès nous montre que cette violence ne sera pas reconnue dans les tribunaux, ce n'est pas à ça qu'ils servent. Depuis le début, malgré les preuves accablantes, la sincérité de Gisèle Pelicot est sans cesse remise en question, mettant en doute son absence de consentement et allant même jusqu'à sous entendre une forme de complicité de sa part. À titre d'exemple, une avocate a eu l'indécence de demander à Gisèle Pelicot si elle n'avait pas des penchants exhibitionnistes. Après être passée à travers ce rouleau compresseur, elle a déclaré qu'elle comprenait les raisons pour lesquelles de nombreuses femmes ne portaient pas plainte : une inversion des rapports conduisant les victimes à

prouver leur absence de culpabilité et l'humiliation que cela représente.

Organisons-nous partout contre la culture du viol

Gisèle Pelicot a récemment pris la parole pour remercier toutes les personnes qui se sont rendues dans la rue pour témoigner et pour s'organiser le samedi 14 septembre. Nous le savons : c'est dans la rue que nous nous reconnaissons, que nous nous comptons. Nous ne donnerons plus nos colères en pâture à une justice sexiste, bourgeoise, et raciste.

Nous sommes nombreuses à craindre d'être droguées à notre insu ce qui nous empêche de profiter librement de nos vies

Une femme est encore aujourd'hui considérée comme la propriété de son mari, un objet à sa disposition, avant d'être un être libre





Des rassemblements se sont tenus dans plusieurs villes comme à Paris, Nantes, Rennes, Nice et Marseille. Des camarades d'A2C sont intervenues à Rennes et à Marseille, et elles ont été impressionnées par le nombre de personnes, organisées ou non, qui se sont saisies du micro ouvert pour témoigner dans l'espace public de violences sexistes et sexuelles dont elles avaient été victimes, et notamment d'inceste.

Pour mettre fin au VSS, continuons de briser le silence et de nous organiser sans aucune concession avec le racisme !

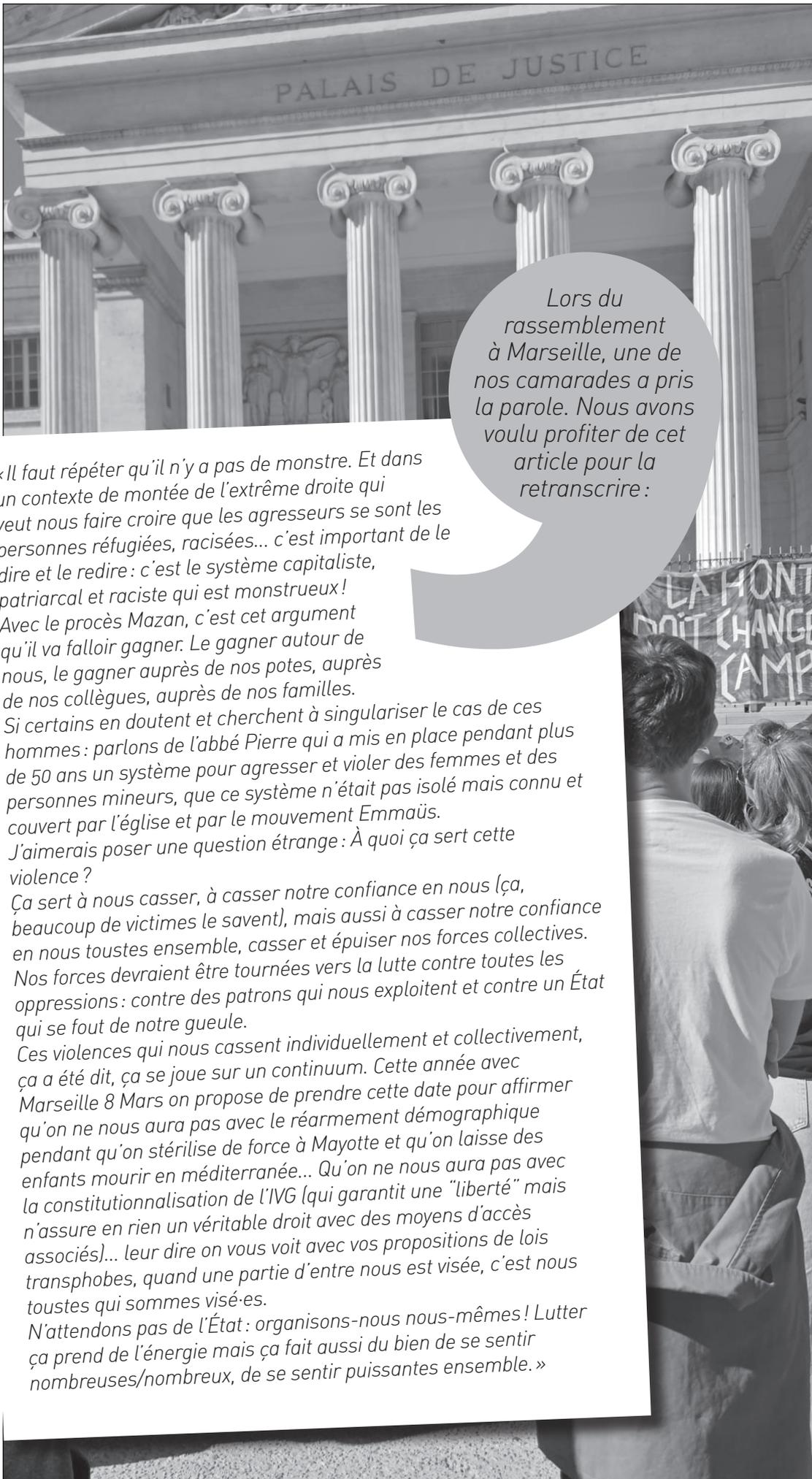
À Rennes, le rassemblement a fini par converger avec un rassemblement contre le génocide en Palestine, et à Marseille, les prises

de paroles se tenaient devant un drapeau palestinien sur lequel était inscrit « *Solidarité avec les femmes du monde entier* ». Nous voyons que depuis la première vague du mouvement metoo, le mouvement féministe contre les violences sexistes et sexuelles par en bas s'est distingué du féminisme raciste et impérialiste porté par l'État d'une part mais aussi par les fascistes. Par ailleurs, beaucoup de prises de paroles ont témoigné d'une vigilance quant aux récupérations racistes des VSS et ont clairement pointé du doigt le collectif Némésis comme des ennemies directes à dégager partout où elles essaient de s'implanter. Ces discours, pseudo-féministes, nous coupent non seulement d'une partie de notre classe, mais protègent les violeurs blancs, les bons pères de famille violents.

Pour mettre fin au VSS, continuons de briser le silence et de nous organiser sans aucune concession avec le racisme ! Notre force, c'est notre mobilisation, c'est la parole et le collectif face à la culture du viol et aux violences. Pour que les responsables des violences n'aient plus jamais le confort de nos silences ! Faisons vibrer la ville de nos revendications pour le 25 novembre, journée internationale de lutte contre les VSS et commençons dès aujourd'hui à préparer la grève féministe du 8 mars. Le patriarcat ne tombera pas tout seul, organisons-nous pour lui péter la gueule !

**JULIETTE BONNETERRE (MARSEILLE)
ET KIM ATTIMON (RENNES)**





PALAIS DE JUSTICE

Lors du rassemblement à Marseille, une de nos camarades a pris la parole. Nous avons voulu profiter de cet article pour la retranscrire :

«Il faut répéter qu'il n'y a pas de monstre. Et dans un contexte de montée de l'extrême droite qui veut nous faire croire que les agresseurs se sont les personnes réfugiées, racisées... c'est important de le dire et le redire : c'est le système capitaliste, patriarcal et raciste qui est monstrueux! Avec le procès Mazan, c'est cet argument qu'il va falloir gagner. Le gagner autour de nous, le gagner auprès de nos potes, auprès de nos collègues, auprès de nos familles.

Si certains en doutent et cherchent à singulariser le cas de ces hommes : parlons de l'abbé Pierre qui a mis en place pendant plus de 50 ans un système pour agresser et violer des femmes et des personnes mineurs, que ce système n'était pas isolé mais connu et couvert par l'église et par le mouvement Emmaüs. J'aimerais poser une question étrange : À quoi ça sert cette violence ?

Ça sert à nous casser, à casser notre confiance en nous (ça, beaucoup de victimes le savent), mais aussi à casser notre confiance en nous toutes ensemble, casser et épuiser nos forces collectives. Nos forces devraient être tournées vers la lutte contre toutes les oppressions : contre des patrons qui nous exploitent et contre un État qui se fout de notre gueule.

Ces violences qui nous cassent individuellement et collectivement, ça a été dit, ça se joue sur un continuum. Cette année avec Marseille 8 Mars on propose de prendre cette date pour affirmer qu'on ne nous aura pas avec le réarmement démographique pendant qu'on stérilise de force à Mayotte et qu'on laisse des enfants mourir en méditerranée... Qu'on ne nous aura pas avec la constitutionnalisation de l'IVG (qui garantit une "liberté" mais n'assure en rien un véritable droit avec des moyens d'accès associés)... leur dire on vous voit avec vos propositions de lois transphobes, quand une partie d'entre nous est visée, c'est nous toutes qui sommes visé-es.

N'attendons pas de l'État : organisons-nous nous-mêmes ! Lutter ça prend de l'énergie mais ça fait aussi du bien de se sentir nombreuses/nombreux, de se sentir puissantes ensemble.»

SUR L'ISLAMISME

LUTTER CONTRE LES ANALYSES RACISTES

Un an après l'offensive de la résistance palestinienne du 7 octobre et après un an de génocide se généralisant partout en Palestine, il nous semble utile de retranscrire ici une introduction de Denis Godard à une discussion d'A2C Région Parisienne du 27 octobre 2023. Cette analyse, polémique, est un élément de débat à poursuivre et creuser.

Cela nous semble important pour au moins deux raisons. D'abord parce que la qualification des courants islamistes en général comme terroristes, obscurantistes – voire fascistes – fait partie de l'arsenal servant à légitimer aussi bien l'impérialisme, le sionisme que le racisme. Autour de l'anniversaire du 7 octobre, dans un climat marqué par le développement du fascisme et du racisme, il est plus important que jamais de résister à cette offensive. Ensuite parce que, ces qualifications, reprises au sein de la gauche, ont comme double conséquence de paralyser le développement d'un mouvement de solidarité inconditionnelle avec la résistance palestinienne et celui d'une alternative révolutionnaire.

Il faut d'emblée différencier l'islamisme de l'islam. Les islamismes sont des courants politiques. Si la religion – pas seulement l'islam – a toujours eu une importance dans le champ politique, les courants islamistes ont pour objectif de transformer les sociétés.

Un phénomène moderne

Jamal al-Din al-Afghani est considéré comme l'un des premiers théoriciens de ce qu'on appelle aujourd'hui l'islam politique ou l'islamisme. Il naît en Perse en 1838, parcourt de nombreuses régions du monde et passe la majeure partie de son existence en Afghanistan.

Ses réflexions sont des réponses à un débat qui secoue le monde intellectuel des pays musulmans à la fin du 19^e siècle. Comment l'occident a-t-il pu dominer les sociétés musulmanes, économiquement, militairement, politiquement et parfois même les coloniser directement ?

Une partie de sa réponse est que ces sociétés se sont affaiblies parce qu'elles se sont éloignées des

valeurs fondamentales de l'islam originel. Mais cela se combine aussi avec un questionnement sur la science. Les intellectuels musulmans de l'époque se demandent pourquoi c'est l'Europe qui a développé la science (et la technologie) alors que l'islam fondait une culture a priori mieux armée pour favoriser son développement.

C'est ce qui conduit Afghani à défendre le projet de régénérer les sociétés sur la base d'un retour aux valeurs originelles de l'islam.

Dès son origine l'islamisme est donc un courant moderne. Il se développe sous l'impact des transformations induites par la domination de l'Europe et les bouleversements sociaux générés par

Dès son origine l'islamisme est donc un courant moderne



JAMAL-DIN AL-AFGHANI

le développement du capitalisme. Il est une tentative de comprendre ces transformations et de lutter pour concilier la lutte contre la domination impérialiste et le développement d'une société plus juste.

Vers des organisations politiques

Afghani n'est pas le seul.

Il participe à une effervescence intellectuelle. Lui-même voyage beaucoup non seulement en Perse, en Afghanistan, en Inde mais aussi à Londres, à Paris.

Produit de ces débats, le développement d'organisations islamistes est encore plus récent. Les Frères musulmans naissent au Caire en 1928. En Inde se développent des associations et fraternités. Un autre des théoriciens reconnus de l'islam politique, Sayyid Maududi, qui se définit comme un réformiste musulman, crée un parti, le Jamaat-e-islami, à Lahore en 1941. À Gaza, la branche des Frères musulmans se crée en 1946 juste avant la création de l'État d'Israël.

L'ensemble de ces courants islamistes de la première moitié du 20^e siècle partagent ces deux objectifs :



réorganiser les sociétés sur la base des principes des premiers temps de l'islam, et résister au colonialisme et à l'expansion de l'impérialisme dans les régions du monde musulman.

L'essor de la fin des années 1970

C'est cependant à la fin des années 1970 et dans les années 1980 et 1990 que les courants islamistes connaissent un développement de masse.

On rappellera ici des dates charnières avec l'année 1979 qui est celle de la révolution en Iran. La consolidation du régime autour de Khomeiny se fait au travers d'un processus complexe avec, au départ, l'émergence de nombreux conseils ouvriers et des alliances puis conflits entre de nombreux courants, un courant autour du clergé chiite et de Khomeiny, un parti communiste iranien alors très fort, des courants liés à la bourgeoisie libérale, des courants guérilléristes, les uns maoïstes (Fedayins) et les autres « islamistes de gauche » (Moudjahidins).

L'année 1979 est aussi celle du début de la guerre en Afghanistan contre l'occupation soviétique.

En Algérie, au début des années 1990, le FIS (Front islamique du salut) gagne le premier tour d'élections législatives lors du processus sans doute le plus « démocratique » de l'histoire du pays. Il y a un coup d'État militaire pour empêcher les islamistes d'arriver au pouvoir. Coup d'État qui sera soutenu par l'ensemble de la gauche algérienne et française.

Le tournant idéologique des années 1990

En France, le développement de l'islamophobie, de ce que Vincent Geisser nommera « la nouvelle islamophobie » commence dès les années 1980 sous Mitterrand au moment de son tournant vers l'austérité pour dénoncer les grèves dans l'automobile impliquant massivement des travailleurs immigrés.

Mais il y a un tournant idéologique au début des années 1990 permettant de comprendre la vision dominante occidentale sur l'islamisme.

Mais il y a un tournant idéologique au début des années 1990 permettant de comprendre la vision dominante occidentale sur l'islamisme

Deux théories vont structurer l'idéologie dominante.

La première, est développée dans un article en 1989 et donnera lieu à un livre en 1992. Il s'agit de *La fin de l'histoire* par Francis Fukuyama. Pour lui la chute de l'URSS signifie le triomphe du capitalisme libéral sans contestation ni alternative possible. L'horizon historique est désormais borné par le capitalisme.

La seconde est développée par un intellectuel proche des milieux conservateurs étatsuniens, Samuel Huntington, au travers d'un article en 1993 puis d'un livre en 1996 *Le Choc des civilisations*. Il s'oppose, en partie, à Fukuyama, en disant qu'il n'y a pas de fin de l'histoire. Simplement le nouveau

conflit structurant n'est plus entre capitalisme et communisme. Le combat sera entre la civilisation occidentale — démocratique et libérale — et la civilisation musulmane — barbare.

Dans les pays dominants c'est en ces termes que va être abordée la question du développement de l'islamisme. Soit défendre la démocratie assimilée au capitalisme libéral. Soit la barbarie identifiée aux pays du sud, à l'islam, etc.

La gauche paralysée

Ces analyses qui vont dominer, notamment dans le champ médiatique, vont contaminer la gauche. D'autant plus que, pour l'essentiel, même dans les courants opposés au stalinisme, la gauche analyse la chute de l'URSS comme un recul et une victoire du capitalisme.

Au pire cela se traduira, face à l'essor de l'islamisme par un soutien de fait à « la démocratie », soit-elle celle de l'impérialisme et du capitalisme libéral. Au mieux par une paralysie face aux situations qui se développent. Pour ne prendre que l'exemple de la révolution égyptienne en 2011, il n'y a eu aucune mobilisation, en France, de soutien aux révolutionnaires égyptiens. Parce qu'en Egypte la force politique dominante ce sont les Frères musulmans.

Il y a en réalité une alternative à ces analyses. Les conflits qui se développent alors, au niveau global ou dans chaque société, sont le produit d'une



crise du système qui développe toutes ses contradictions internes. C'est à l'intérieur de ces conflits qu'il peut y avoir des mobilisations au sein desquels les idées peuvent se mettre à changer. Ces conflits impliquent toutes les couches sociales et c'est à l'intérieur de ces conflits, des antagonismes qu'ils révèlent qu'une lutte doit être menée sur les stratégies à mettre en œuvre, les perspectives politiques à développer.

L'essor de l'islamisme, conséquence de l'échec de la gauche nationaliste arabe

Contre toute vision essentialiste et figée, il faut comprendre le développement des forces islamistes dans le dernier quart du 20^e siècle comme une conséquence de l'échec d'autres forces, d'autres courants politiques qui avaient été identifiés à la lutte pour le progrès, pour la transformation de la société, contre l'impérialisme et le colonialisme.

Dans les années 1960 et 1970, les courants dominants dans les pays du sud étaient différentes variantes du nationalisme et des luttes de libération nationale, beaucoup plus acceptables pour la gauche parce que ces courants étaient perçus comme laïques. Des partis de gauche, parfois très importants existaient, partis communistes staliniens ou courants maoïstes.



Un révolutionnaire américain, qui est allé en Afghanistan dans les années 1970, a ainsi décrit comment les communistes étaient alors dominants dans les villes. À tel point qu'en 1978, le Parti communiste parvient à s'emparer du pouvoir. Il prône une législation féministe, une réforme agraire et des progrès sociaux. Mais faute d'implantation dans les campagnes il va chercher à imposer ces transformations par la force. Il va seulement réussir à souder, dans l'opposition à son pouvoir, les paysans pauvres et les propriétaires terriens opposés à la réforme agraire. Pour « rétablir l'ordre » et garantir l'influence à ses frontières, c'est l'armée russe qui prend la relève. On comprend pourquoi ce sont les courants islamistes qui ont dominé la résistance, d'abord à l'impérialisme soviétique puis à l'occupation américaine.

En Palestine le Fatah palestinien est créé en 1959 par Yasser Arafat et des jeunes, membres des Frères musulmans. Ceux-ci ne rompent pas avec l'idéologie des Frères musulmans mais avec sa stratégie. À ce moment-là la stratégie des Frères musulmans en Palestine consiste à s'implanter sans s'affronter directement ni à l'administration en place (en 1959 Gaza est administrée par le pouvoir égyptien) ni à Israël. Le Fatah, alliance du nationalisme arabe et d'une gauche marxisante (le FPLP), prône l'affrontement armé. Il va être écrasé par Israël en 1973 alors que les Frères musulmans continuent de se développer en refusant toute confrontation directe avec l'État d'Israël qui a repris l'administration de Gaza.

Le Hamas est créé en 1987 au moment où les Frères musulmans rompent avec leur stratégie préalable. Sous l'influence notamment d'un soulèvement de masse, la première intifada, la révolte des pierres de la jeunesse palestinienne, à Gaza et en Cisjordanie. Le dirigeant des Frères musulmans, Cheikh Yassine, crée le Hamas comme mouvement de libération nationale (ce qui est la signification de son nom).

La conciliation de classes, contradiction commune au nationalisme arabe et à l'islamisme

Qu'est-ce qui permet aux islamistes d'occuper la place laissée vacante par les échecs du nationalisme arabe et de la gauche ?

La première raison c'est ce que le projet national partage avec l'islamisme la capacité de fédérer des couches sociales aux intérêts différents.

Les résistances au colonialisme se sont construites au 20^e siècle dans une sorte de symétrie avec les puissances impérialistes qui étaient des États-nations. Pour combattre les puissances impérialistes il fallait créer une identité nationale. Par exemple, lorsque le FLN algérien se crée, de nombreux débats émergent pour définir une identité nationale algérienne donnant sens à la lutte commune de libération nationale. La conclusion de ces débats internes au FLN c'est la définition d'une identité algérienne, « arabo-musulmane ». Ce sera d'ailleurs le ferment de conflits ultérieurs, jusqu'à aujourd'hui. Parce qu'une composante importante de la lutte sont les Kabyles, des berbères, ni arabes ni musulmans.

La construction de la Nation prétend faire coexister les intérêts tant d'une fraction de la bourgeoisie nationale qui veut prendre la place de la bourgeoisie coloniale — pour exploiter à sa place « ses » travailleur-euse-s, de la petite bourgeoisie opprimée et mise en danger par le type de développement imposé par l'impérialisme que des ouvrier-e-s et paysan-ne-s. L'idéologie nationale rassemble toutes ces couches pour lutter contre ce qui est identifié comme la racine de tous les problèmes, la domination impérialiste et coloniale, la domination étrangère.

Mais les régimes issus, sur cette base, des indépendances, ne vont pas régler les problèmes de fond. Les luttes qui se développent s'affrontent à la fois aux régimes en place et à la domination étrangère qui perdure sous de nouvelles formes. Le nationalisme, tel qu'il était conçu ne sert plus de ciment.

Sans s'attaquer au capitalisme

La deuxième raison à la capacité de l'islamisme à occuper sa place vient du fait qu'il semble offrir, comme à la fin du 19^e siècle, une alternative au nationalisme sans rompre avec ses prémisses. C'est-à-dire sans rompre avec le capitalisme.

L'articulation entre la lutte contre les régimes en place et la domination étrangère c'est l'islam comme ferment d'une culture commune, de valeurs partagées. Elle permet de dénoncer les dirigeants en place (et d'expliquer leur échec) comme dirigeants qui ont trahi les valeurs de l'islam, qui ont adopté les valeurs occidentales. Et qui se sont donc compromis, ont été corrompus par ces valeurs.

Dans *Le prophète et le prolétariat*, Chris Harman analyse ainsi comment l'islamisme a pu fédérer différentes classes sociales. Il attire les anciennes classes dirigeantes (propriétaire terriens, commerce...) marginalisées par le développement capitaliste tel qu'il est imposé par les régimes issus des indépendances, de nouvelles fractions des classes dirigeantes qui entrent en conflit avec l'État dirigiste, la petite bourgeoisie traditionnelle très liée au clergé religieux et les pauvres des villes, anciens paysan-ne-s chassés des campagnes par les réformes agraires. La dernière couche sociale, très importante dans le cas de l'islamisme, ce sont les étudiants et étudiantes sans débouchés à la hauteur de leurs diplômes.

L'unité de couches sociales aux intérêts divergents voire antagonistes est basée sur la régénération des valeurs de l'islam comme projet politique de transformation sociale et d'opposition à l'impérialisme.

Oscillations entre imposition des «valeurs» et lutte contre le pouvoir

Elle va conduire à une oscillation permanente chez ces courants entre la conciliation avec les pouvoirs en place et l'opposition frontale et parfois armée avec ceux-ci. Ces deux pôles peuvent se cristalliser en des courants différents (et en conflit) ou parfois se succéder au sein d'un même mouvement (comme dans le cas du Hamas).

L'autre oscillation/contradiction va se jouer sur l'articulation entre la nécessité de régénérer la société sur la base des valeurs originelles de l'islam et la lutte contre l'impérialisme. Soit l'importance

est mise sur la nécessité d'imposer ces valeurs (contre l'impérialisme dit culturel) soit elle est mise sur l'unité contre les oppresseurs dans des luttes communes.

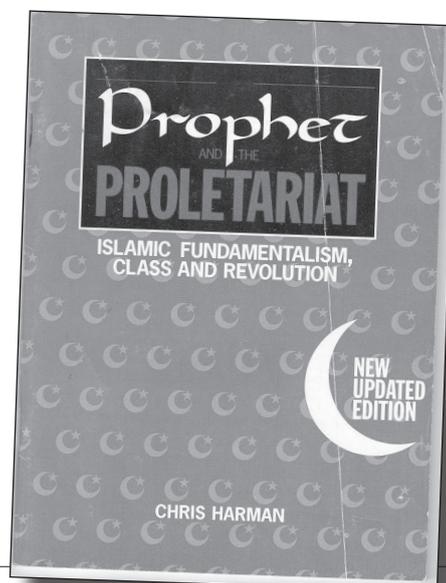
L'accent mise sur l'imposition des valeurs

au nom de la lutte contre l'impérialisme culturel peut se traduire par attaquer des femmes parce qu'elles ne portent pas le foulard, attaquer des homos ou des communistes aussi bien que mettre la pression sur les pouvoirs en place pour le faire.

C'est l'analyse des contradictions de classe de l'islamisme qui ont amené Chris Harman à cette conclusion : « avec les islamistes parfois, avec l'État jamais ». Lorsque ces contradictions amènent des courants islamistes à combattre les pouvoirs en place, à lutter contre l'État et contre l'impérialisme, les révolutionnaires se retrouvent à lutter à leurs côtés. C'était le cas sur la place Tahrir pendant la révolution égyptienne. Nous sommes aussi aux côtés du Hamas dans la lutte contre l'État israélien.

Mais c'est en toute indépendance politique parce que nous sommes aussi contre ces courants quand ils attaquent les femmes, les minorités de genre, etc. Au nom d'une autre stratégie, celle de l'unité et de l'autonomie de classe.

DENIS GODARD (PARIS 20^e)





QU'EST-CE QU'UN PARTI FASCISTE ?

QUELQUES ÉLÉMENTS POUR SERVIR AU DÉBAT SUR LA CARACTÉRISATION DU RN

Les divergences d'analyse ont des conséquences pratiques dans la lutte ; pour toutes celles et ceux décidé-e-s à combattre le Rassemblement national (RN), la façon dont on pense et qualifie ce parti a une influence décisive sur notre stratégie politique. Caractériser le RN comme fasciste et voir le risque qu'il se saisisse du pouvoir d'État comme principal danger aujourd'hui ne constituent pas des évidences pour beaucoup. Alors qu'il est devenu en juillet le plus grand parti à l'Assemblée nationale, nous pensons à A2C qu'il est essentiel d'argumenter en ce sens, pour lancer une dynamique de lutte efficace, de masse et populaire, capable de le stopper dans sa marche, que beaucoup trop voient comme irrésistible. Cela implique de tordre le coup à une idée tenace et délétère, même à l'intérieur de notre camp : le RN « champion des ouvrier-e-s ».

Comment s'organisent les fascistes ?

Il n'y a rien de mécanique dans la progression des fascistes jusqu'à la prise du pouvoir. Tout d'abord, ils ont besoin d'une organisation politique autonome pour se regrouper. Une fois rassemblés, leur parti se met en mouvement vers leur but premier, la prise de contrôle du pouvoir d'État pour appliquer un programme raciste, nationaliste et de mise au pas de toute la société. Mais il ne peut y arriver que dans des conditions particulières : crise économique, crise politique, défaite du mouvement ouvrier. Par ailleurs, les fascistes n'attendent pas que la situation pourrisse et que le pouvoir leur tombe entre les mains comme un fruit mûr, le premier rôle de leur organisation est de favoriser les conditions propices à leur prise du pouvoir. C'est pour cela que le fascisme est toujours en mouvement, il ne s'agit pas d'un bloc statique qui gonflerait électoralement grâce à des facteurs extérieurs, et encore moins parce qu'il apporterait des « fausses réponses à des vraies questions »¹.

Historiquement, les partis fascistes (Parti national fasciste de Mussolini, NSDAP d'Hitler) ont eu pour base militante et électorale la petite-bourgeoisie, les petits détenteurs de capitaux (boutiquiers, petits entrepreneurs n'employant que quelques salarié-e-s) trop faibles pour en accumuler massivement et

Contrairement aux conservateurs traditionnels qui comptent sur une adhésion passive, le fascisme met en mouvement ceux qu'il gagne à sa cause, il demande une adhésion active

diriger l'économie et l'appareil d'État comme le peut la grande bourgeoisie ou les grands propriétaires terriens. Les fascistes mobilisent aussi très largement dans la couche de la population employée au maintien de l'ordre (contremaître, sécurité privée, police, armée). Contrairement aux conservateurs traditionnels qui comptent sur une adhésion passive, le fascisme met en mouvement ceux qu'il gagne à sa cause, il demande une adhésion active qui se traduit par un mouvement de masse.

Cependant le parti fasciste ne prétend pas être l'organisation de défense d'une classe ou d'une fraction de classe en particulier, il se présente comme l'incarnation d'une communauté nationale mythifiée prête à écraser quiconque n'entre pas dedans : cela s'est traduit en Europe entre 1921 et 1945 par l'interdiction de toute opposition, l'enfermement systématique des militant-e-s, le génocide des juif-ve-s, des tsi-ganes et des personnes handicapées. À ce titre, le fascisme est aussi un mouvement transversal qui attire des militant-e-s issus de différentes classes ou différentes trajectoires politiques, il attire certes une fraction de la classe ouvrière² mais ne la représente jamais. Il est fondamentalement un mouvement autonome qui développe sa propre stratégie par rapport à l'État et aux fractions gouvernantes traditionnelles de la bourgeoisie.³

Le RN n'est pas un parti ouvrier

C'est un lieu commun que de qualifier le RN de premier parti chez les ouvrier·e·s. Penser l'extrême droite fasciste comme le refuge d'une classe ouvrière démobilitée n'a pour conséquences que de la légitimer et de valider son racisme. Cela revient à nous voiler la face sur la nature de notre ennemi et à nous désarmer politiquement.

Ce lieu commun

(répandu d'abord par le RN et les fractions de l'industrie médiatique qui lui sont acquises) peut sembler en apparence vrai par une observation très superficielle de quelques statistiques et sondages. Plus de la moitié des ouvrier·e·s auraient donc voté pour un candidat RN en juillet ? À mieux y regarder, près de la moitié des ouvrier·e·s inscrit·e·s sur les listes électorales ne se sont pas déplacé·e·s pour voter. Les ouvrier·e·s sont de plus la fraction de l'électorat la plus susceptible d'être absente des listes électorales, et les ouvrier·e·s étranger·e·s sont exclu·e·s de ce décompte. Une fois cela en tête, le vote RN ne représente plus que moins du quart de la population ouvrière telle que la définissent les instituts de sondage et l'Insee. Nous ne nous pencherons pas plus sur certaines chausse-trapes sondagières comme celle du cabinet IPSOS qui déduit que le RN est le premier parti chez ceux « *qui bouclent juste leur budget* » d'après des déclarations invérifiables lors d'entretiens téléphoniques, au détriment de toute rigueur intellectuelle.

Par ailleurs, la définition des catégories socio-professionnelles de l'Insee (reprises par

les instituts) ne correspond pas à une approche en terme de classes sociales ; ces catégories regroupent de façon problématique des professions, essentiellement par niveau de diplôme, sans définir leur rapport au capital : par exemple, un flic du rang « gardien de la paix » et une femme de ménage salariée d'une entreprise relèvent de la même catégorie « employés ». À notre connaissance, aucun institut de sondages n'a étudié le vote RN sous le prisme de la détention de capitaux.

Se pencher exclusivement sur l'électorat n'est qu'une façon très superficielle d'aborder le rapport entre le RN et la classe ouvrière. La sociologie militante du RN est mal connue, mais l'organigramme du parti nous révèle qu'aucun·e ouvrier·e n'a jamais été membre de son bureau politique essentiellement composé d'indépendants, de petits patrons ou de cadres du privé ; de même le profil des élu·e·s ne montre aucune surreprésentation des ouvrier·e·s par rapport à la gauche et encore moins par rapport à l'ensemble de la société.⁴

La centralité du racisme au RN, la centralité de l'antiracisme pour le combattre

Le RN n'est certes pas un mouvement de masse identique à ce que furent le PNF ou le NSDAP, mais cela ne doit pas nous voiler la face sur sa progression en terme militant. Si l'on doit prendre avec circonspection l'annonce du dépassement des 100 000 membres

cet été, il est indéniable que l'organisation est en croissance en comparaison des 7 000 membres revendiqués il y a quinze ans. Nous avons à combattre une organisation politique bureaucratisée, dotée de toujours plus de moyens et de plus en plus banalisée. Derrière la façade « dédramatisée », les troupes du parti présentent le profil habituel de l'extrême droite fasciste, anciens du GUD ou de Génération identitaire, nostalgiques de la colonisation et de l'OAS, négationnistes, transphobes...⁵

Conformément à la stratégie fasciste, le RN est avant tout opportuniste, prêt à se contredire du jour au lendemain pour promettre n'importe quoi à différentes fractions de la population qu'il cherche à attirer à lui, le seul dénominateur commun à tous ses discours étant le racisme. Le nier ne nous fait que perdre un temps déjà trop compté.

Penser que le moteur du vote et de l'engagement RN n'est pas le racisme ne contribue qu'à le rendre plus acceptable, à chaque fois qu'on parlera de « fâchés pas fachos », des électeur·rice·s se sentiront légitimé·e·s dans leur choix du fascisme, il n'y aura pas de retour de la question sociale mais une acceptation de sa modalisation sous le prisme du racisme. De la banalisation du vote arrive la banalisation de la prise de parole raciste, qui mène à l'engagement militant et l'agression violente. Combattre

le RN implique de ne jamais euphémiser cela, sous peine de se rendre inaudible. La « gauche » a du mal à le voir, l'adhésion au cadre de pensée citoyen et national et sa propre islamophobie

l'empêchent encore d'affronter le problème à la racine. Contre la marche vers le pouvoir du RN, l'urgence pour nous doit être de travailler partout où nous sommes à construire par en bas des initiatives antifascistes et antiracistes, les « rediaboliser », saboter chacune de leurs initiatives, jusqu'à les renvoyer dans les poubelles de l'histoire dont ils n'auraient jamais dû sortir.

BARNABÉ BOUCHARD (PARIS 18^e)

Cet article est largement issu d'une discussion sur la caractérisation du RN introduite par Vanina Guidicelli (Paris 20^e) en juillet dernier.

1 – Laurent Fabius, politicien PS, à propos de Jean-Marie Le Pen en 1984.

2 – Historiquement la plus isolée, celle des petites unités de production prompte à s'identifier à la condition du patron, a fortiori si celui-ci intervient dans le processus de travail au côté de ses salarié·e·s.

3 – Toutes ces observations sur l'organisation sont largement développées et étayées dans notre brochure *Comprendre le fascisme pour mieux le combattre*.

4 – Voir la liste des député·e·s par catégorie socioprofessionnelle disponible sur le site de l'Assemblée nationale.

5 – Voir la compilation de Streetpress du 5 juillet 2024, *Propos racistes, homophobes, complotistes... La liste des 109 candidats RN épinglés*.

À mieux y regarder, [...] le vote RN ne représente plus que moins du quart de la population ouvrière

Le RN est avant tout opportuniste, [...] le seul dénominateur commun à ses discours étant le racisme

La banalisation de la prise de parole raciste mène à l'engagement militant et à l'agression violente

UN QUARTIER CONTRE LE FASCISME : RENNES-SUD

Comment combattre le fascisme ? Faire une critique de la stratégie du Nouveau Front populaire (NFP) est insuffisant. Il faut élaborer et construire une autre voie. Mais est-ce possible ?

Nous avons fait le choix ici de publier de manière détaillée l'expérience d'une Assemblée de quartier (Rennes-sud) pendant l'été au travers du témoignage de Kim Attimon, membre de Nous toutes 35 et d'A2C (version complète sur le site). Nous avons recolté plusieurs témoignages sur Rennes — notamment sur le lancement de deux autres assemblées. Il y a aussi un témoignage passionnant sur la mise en place, après la dissolution, de barbecues solidaires dans des villages au sud de la ville. Pour montrer que des

choses sont possibles, en tenant compte des spécificités, sur tous les territoires. À consulter en audio sur le site. Rennes est un véritable laboratoire car parallèlement aux assemblées de quartier, un cadre s'est mis en place sur la ville en faisant converger plusieurs réseaux, le collectif de soutien aux sans-papiers et les Soulèvements de la terre. Ce cadre où se retrouvent aussi des membres des Assemblées a pris le même nom que ce qui s'est mis en place à Saint-Brieuc (voir la revue précédente ou le site d'A2C).

Comment cela va-t-il évoluer, qu'est-ce qui se passe ailleurs, comment cela peut-il contribuer à un front généralisé contre le fascisme et le racisme. Autant de questions ouvertes mais qui seront nourries aussi par les expériences. N'hésitez donc pas à nous transmettre vos témoignages, questions, quels que soient les supports. Sur les quartiers, villages, villes mais aussi sur les lieux de travail.

Merci à Manu pour la réalisation des podcasts. Merci à Kim, Maxime, Olivier, Victor, Maelig pour les témoignages et discussions.

Ce qui existe avant : un gain de temps et d'énergie

L'Assemblée Rennes sud mobilisée est née au moment du mouvement contre la réforme des retraites (en 2023). Elle s'est relancée après l'annonce de la dissolution.

Le quartier Rennes sud est un quartier populaire, une ZUP comme ils disent, avec un tissu associatif dense et divers, éducation populaire, aide aux devoirs... Il y avait déjà plusieurs camarades d'A2C qui vivaient là ou y travaillaient. Il y avait aussi un groupe de camarades de Nous toutes 35 avec lesquelles on avait commencé à organiser des choses. Et puis il y avait aussi une cantine, un peu clandestine, la Table commune. L'idée des camarades de cette cantine c'est justement de proposer un lieu où se rencontrent des gens qui ne se rencontreraient pas forcément autrement, syndicalistes, associatifs... mais qui ont pourtant des choses à partager. Et pendant le mouvement des retraites il y avait pas mal de gens qui traînaient là.

Et il y avait des discussions. Avec cette idée partagée que les seuls appels par en haut, pour de simples journées, ça ne suffit pas.

C'est à partir de ça que se lance l'Assemblée. Il y aura des réunions toutes les semaines, parfois plus quand ça s'accélère et on organise pas mal d'activités. Déjà toutes les semaines, les jours de grandes manifestations, on va occuper un rond-point, celui qui accède au quartier par Rennes sud. Et on fait des barrages filtrants. En fait l'idée commune et générale qu'on a c'est qu'il faut s'adresser aux gens, qu'il n'y a pas d'espaces, ni sur Rennes et encore moins sur le

Avoir des cadres là où on est au quotidien c'est un gain de temps et d'énergie faramineux

quartier, où on peut échanger. Il y a un paradoxe dans ce mouvement entre le nombre de gens qui sont contre la réforme et le niveau d'implication. C'est un mouvement avec un niveau d'auto-organisation faible. L'assemblée est une tentative de répondre à ça.

On va faire aussi d'autres activités ponctuelles mais très chouettes, une déambulation dans le quartier, un barbecue « contre Macron et son monde » où il y aura beaucoup de monde. Et puis quand le mouvement s'arrête, vers juin, sans qu'on le décide, tout cela s'arrête aussi. Mais il reste quelque chose. C'est le groupe Whatsapp où il y a une centaine de personnes. Dans les mois qui suivent il n'est pas très actif mais peu de gens le quittent. Et ce n'est pas que virtuel. Des liens se sont établis, on continue de se croiser sur le quartier. Le groupe Nous toutes se développe sur le quartier et on continue de développer les liens avec les associations du quartier.

Comme tout le monde je suis surprise par la dissolution. Mais on n'est pas désarçonné-es très longtemps. Parce que tout ce qu'on a élaboré, autour notamment de cette question de l'assemblée de quartier, c'est là que ça prend son sens. Quand la situation s'accélère avoir déjà construit des cadres là où on est au quotidien c'est un gain de temps et d'énergie faramineux.

Prise d'initiative

Ce qui se passe concrètement c'est que sur le quartier il y a un groupe qui s'appelle Rennes commune avec des militant-es associatifs, des membres de



LFI, qui veut présenter une liste aux municipales. Dès la première semaine après la dissolution ils invitent à une assemblée avec un visuel très simple qui dit « *que faire face à l'extrême droite sur notre quartier ?* » Et ils le partagent notamment sur le Whatsapp de Rennes mobilisée. Moi je me dis c'est exactement ça qu'il faut faire. Et ils donnent rendez-vous sur une place du quartier, à côté du conservatoire. Il y a une quarantaine de personnes ce qui est super pour un visuel qui a circulé en trois jours. Je retrouve des gens de Rennes mobilisée mais aussi des militant-es historiques du quartier, des gens engagés dans la solidarité avec la Palestine et des gens que je ne connais pas. Et cette assemblée est très intéressante.

Il y a deux tendances qui s'expriment de manière visible. Il y a la tendance des gens qui sont là pour faire la campagne du NFP. Le centre de leur argument c'est de dire que Rennes sud est un quartier dans lequel le vote RN est faible. Du coup notre rôle est de s'organiser pour pouvoir aller dans les circonscriptions au sud de Rennes, dans la campagne. Aller là-bas pour expliquer pourquoi il faut voter pour le NFP.

Il y a une autre partie qui dit que nous on habite ici donc qu'il faut qu'on agisse ici. On critique le paternalisme vis-à-vis de nos quartiers donc on ne va pas aller le reproduire à la campagne. Et même si le vote RN est soi-disant faible, la préoccupation concernant le racisme et les conséquences de l'extrême droite au pouvoir est très forte à l'échelle de notre quartier. Parce que c'est un quartier d'immigration avec des personnes sans-papiers qui y habitent. Et on sait que les trois semaines qui viennent vont être encore plus difficile qu'auparavant, qu'il risque d'y avoir plus d'agressions racistes parce qu'il y a une prise de confiance des fachos. Et donc il y a plein de choses

à créer qui dépassent la question du vote et posent la question de l'organisation, de notre capacité de riposte populaire face au racisme et au fascisme.

Du coup ces deux tendances discutent dans l'assemblée. On n'arrive pas trop à trouver de convergence mais c'est intéressant. Et ça raconte en fait des discussions qui ont lieu partout. Alors on va vite s'axer sur l'action. L'assemblée a lieu le mercredi ou le jeudi et on dit retrouvons-nous sur le marché samedi. Unetelle amène une table, untel amène du café. Et on fait ça on est une petite dizaine à se retrouver au marché. On n'a même pas de tract parce qu'on n'a pas eu le temps de discuter de ce qu'on mettrait sur un tract. On a des feuilles blanches où on écrit « *contre le racisme et le RN* ». Mais comme on est là devant nos gobelets, ça paie pas de mine, on demande aux gens qui passent devant « *comment ça va pour vous* », « *qu'est-ce*





que vous pensez de la situation politique », « est-ce que vous êtes stressé-es »... parce qu'en fait on est là pour ça. Et ça va être l'ADN de l'assemblée qui va naître ensuite. Parce que le premier truc qu'on fait et qu'on dit c'est qu'il faut sortir de l'isolement. Dans une situation comme celle-là personne n'a la réponse tout-e seul-e et donc ce qu'il faut faire d'abord c'est se retrouver et, à partir de là on pourra réfléchir à la suite.

Moi j'avais jamais fait ça. J'avais plus une pratique du tract. Là se retrouver à poil, sans tract, ça fait qu'il se passe autre chose. Et en fait c'est une super matinée. On a des grosses discussions. Et forcément il y a plein de gens du quartier qui racontent leur expérience du racisme. Et le fait qu'ils sont confronté-es de manière de plus en plus grande aux propos racistes ouverts et sans vergogne dans l'espace public. Et également hyper fort la peur d'être expulsé-es pour pas mal de gens. Qu'on remette en question leur droit de rester ici même s'ils ont des papiers. Donc plein de peurs. Et il y a plein de gens qui sont touché-es et convaincu-es par la proposition qu'on fait de la solidarité comme réponse à ça. Et ça aussi ça va vite devenir une boussole de l'assemblée.

Assemblée : occuper l'espace, être visibles

Comme il n'y a pas d'autre canal on va relancer les discussions sur Rennes sud mobilisée. Parce que c'est le seul groupe dans lequel il y a un peu tout le monde. Et donc on rajoute sur cette liste, les gens de l'assemblée du mercredi, les gens du marché. Et c'est comme ça que se relance l'Assemblée mais on n'est plus Rennes sud mobilisée contre la réforme des retraites mais Rennes sud mobilisée contre le racisme et contre le Rassemblement national. Et donc on va recommencer à échanger sur ce groupe.

C'est important que les espaces du quartier se positionnent

Rennes commune ne relance pas de nouvelle assemblée. On leur demande. Mais ils sont déjà dans des réflexions qui ne sont pas celles d'une assemblée de quartier, comment peser sur les organisations, toutes les tractations qui vont avoir lieu au sein du NFP. Quels député-es vont être présenté-es dans les circonscriptions, de quelles organisations. Ils sont dans des bails comme ça. Donc on va reprendre l'initiative à quelques personnes qui étions à la première réunion et aussi à Rennes sud mobilisée. On re-propose une assemblée la semaine suivante. Et ça va être super. On sera à nouveau une trentaine de personnes. Il va être décidé qu'on va tenir un banquet populaire le soir du premier tour le 30 juin sur la place du Banat pour faire que personne ne se retrouve seul-e à vivre les résultats du premier tour parce qu'on sait que ça va être probablement un score record pour le RN.

Et qu'on se dit que c'est une manière d'occuper la rue sur des codes plus faciles à s'approprier pour des gens qui n'ont pas l'habitude de faire

des manif ou des rassemblements.

Mais aussi parce qu'on y croit vraiment, que la solidarité, le fait de partager un repas, le fait de s'entraider à tous les niveaux, ça contribue à créer le type de politique qu'on veut pour toute la société. Plusieurs groupes de travail se mettent en place. Cette première assemblée c'est un peu le pot-pourri de toutes les idées que les gens ont, des initiatives qu'ils voudraient prendre. Le banquet est ce qui va rassembler tout le monde mais il y a aussi d'autres propositions. Il y a notamment l'idée de reprendre l'espace public et de marquer dans notre quartier le fait qu'on est contre le racisme et l'extrême droite, pour la solidarité. Et il y a donc un groupe de travail communication qui va émerger et qui va produire plein de petites affichettes avec écrit « lieu solidaire contre le racisme et l'extrême droite ». Et l'idée de ces affichettes c'est d'aller

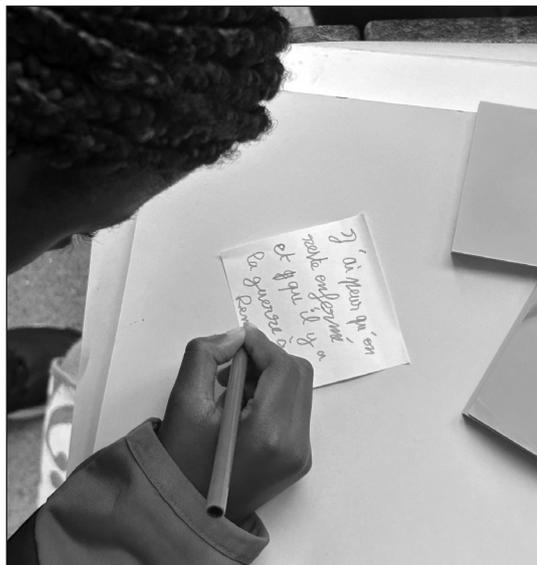
démarcher plein de lieux publics, les institutions ou les commerces du quartier, pour leur demander s'ils veulent bien afficher ces panneaux sur leurs vitrines.

C'est un moment où l'ambiance est délétère, où la parole raciste est démesurée dans les médias donc il faut tenir bon, garder la tête droite. Et une manière de le faire c'est de réaliser que dans les espaces qu'on fréquente tout le monde n'est pas devenu un sale facho. C'est donc important que les espaces du quartier se positionnent.

La politique dans le concret

C'est intéressant parce que ça va faire débat. Par exemple il y a un endroit, une coopérative alimentaire qui vient de s'installer sur le quartier où un camarade est impliqué, qui est un truc un peu bobo, de gens qui ne sont pas forcément habitant-es du quartier. Lui il va les interpeller, dire j'aimerais bien qu'on mette une banderole sur le local pour dire qu'on est contre le racisme, contre l'extrême droite. Et à sa grande surprise ça va faire débat. En fait il y a un certain nombre de lieux qui sont considérés comme « de gauche » qui, en réalité ne vont pas se positionner. Ça va nourrir nos débats dans l'assemblée pour comprendre pourquoi c'est aussi compliqué de se positionner contre le racisme.

À l'inverse il y a un endroit dans le quartier, c'est une halle où il y a plein de kebabs, où il va y avoir un accueil de ouf, sur le mode mais bien sûr, évidemment. Et quasiment tous les commerces de cette halle vont prendre l'affiche en disant c'est important, merci de faire ça. Et avec le collectif Nous toutes aussi on a produit des affiches, féministes contre le racisme, féministes contre le fascisme, qu'on va coller sur tout le quartier. C'est un visuel très simple mais on les fait sur des affiches de couleur hyper flashy. On en a mis partout, mais vraiment partout. Et ça crée des super discussions. Les gens disent merci, ça fait trop plaisir de voir ça, de voir que les féministes ne sont pas contre les femmes musulmanes... Cette période fait ressortir tous les sujets, à gauche, à



Il y a les stigmates de la gauche blanche qui nous courent après

l'extrême gauche, qui ne sont pas des évidences et notamment sur le racisme, sur l'islamophobie, c'est un moment où il est encore plus nécessaire d'être clair-es sur le fait qu'on est contre le racisme et particulièrement contre l'islamophobie. Car il y a les stigmates de la gauche blanche qui nous courent après. Donc il faut tenir. Et c'est ce qu'on va dire dans l'assemblée, qu'il faut tenir les deux choses ensemble, le racisme et l'extrême droite.

Le banquet

Le jour même on est plus d'une centaine.

Et là il va y avoir des trucs trop beaux qui vont passer. Dans la préparation on avait mis en place une team animation, des personnes qui devaient penser à comment faire pour que ce moment soit vivant, qu'on ne laisse pas les choses flotter. Donc cette team avait réfléchi à plein de trucs mais notamment des panneaux avec des post-it avec des questions très simples auxquelles les gens pouvaient répondre, du style « qu'est-ce qui me fait peur », « de quoi j'ai besoin », « qu'est-ce que je pense qu'on peut faire » qui mettaient les gens dans la dynamique de partage, de réflexion. Et ça a super bien marché, les gens discutaient quand ils étaient devant le panneau à coller leurs post-it ou à réfléchir. Il y avait un atelier pour les enfants avec du maquillage.

Et elles ont fait quelque chose que je trouve courageux et pas facile. On avait un micro et une sono et elles sont allées voir chaque personne qui était là en demandant, est-ce que tu veux dire quelque chose, est-ce que tu as quelque chose à partager. Forcément au début les premières personnes elles sont un peu timides mais à la fin, quasiment tout le monde a dit quelque chose au micro. Il y avait des témoignages, des chansons... Il y avait pas mal de paroles d'enfants et c'est rare dans les espaces militants. Avec des niveaux de conscience politique qu'on ne soupçonne pas. Il y avait une bande de petits gars de 9-10 ans qui ont pris le micro et la première chose qu'ils ont fait c'est des slogans pour la Palestine. Pour eux c'était





évident que c'était l'espace pour faire ça alors que dans le banquet on n'avait pas spécialement mis de drapeau palestinien, etc.

Tout le monde est sorti de là convaincu-es qu'il fallait continuer, que ça avait du sens, qu'on avait des choses à faire ensemble. On s'est dit qu'il fallait remettre ça la semaine suivante pour le deuxième tour. Bon on n'a pas fait un banquet parce que c'était pas mal d'organisation mais on a fait un goûter.

Recréer une culture antifasciste et des moyens d'action antifascistes populaires

Réactivité et approfondissement

On est en train de prévoir en octobre une fête de quartier contre le racisme et l'extrême droite, donc en gardant cette spécificité. Parce qu'on a eu aussi ces discussions-là. Mais c'est ce qui fait commun. Le travail politique, le plus ardu, mais aussi le plus intéressant, c'est comment maintenir un cadre comme celui-là quand le niveau d'urgence paraît plus faible. Pour moi le niveau d'urgence est le même mais les échéances extérieures sont d'une autre nature qu'au mois de juin. En même temps il n'y a pas de raccourci et ce travail doit être mené dès maintenant. Ça a déjà été discuté dans l'Assemblée mais je pense qu'on a un outil incroyable pour recréer une culture antifasciste et des moyens d'action antifascistes réellement populaire à partir de nos conditions réelles d'existence, comment notre quartier est organisé...

Après il y aura la question du rythme, est-ce qu'on reste avec une assemblée par semaine, ce qui est un peu exigeant. Moi je pense que ce qui va permettre de maintenir c'est d'avoir des objectifs qui peuvent être à plus ou moins long terme. Par exemple je pense que ce serait bien qu'on ne perde pas cet objectif de positionnement des lieux publics dans le quartier, que ça devienne une affiche plus pérenne, en plus grand format, une banderole qui apparaîtrait de manière régulière, il y a plein de choses à imaginer.

Il y a aussi l'idée d'inviter des camarades d'Angleterre pour venir parler de ce qui s'est passé cet été,

des émeutes racistes, des organisations mises en place contre les fachos. Parce qu'on n'est pas à l'abri de ce type d'événement en France aujourd'hui et typiquement notre quartier serait le type de quartier visé par des émeutes racistes. Et donc il faut tout de suite discuter de ce qu'on pourrait faire dans un tel cas, qu'on ait déjà réactivés des réflexes

communs, des boussoles communes. Qu'on soit capables dans le quartier de répondre, d'avoir donc une Assemblée, qui n'aura peut-être pas un niveau d'intensité, de

pratique hebdomadaire mais qui, au long cours, propose des choses et qui, dans des moments d'accélération, est capable de répondre. Donc réactivité et approfondissement, ça va être les deux choses à creuser.

PROPOS RETRANSCRITS PAR DENIS GODARD (PARIS 20^e)





DANS LES URNES PUIS DANS LE MUR ?

Dans une (nouvelle) brochure qui a pour objectif de présenter A2C à celles et ceux qui s'intéressent à cette organisation, nous tâchons de définir les boussoles qui nous rassemblent au sein de ce groupe politique. La première de ces boussoles est la trajectoire du capital et sa définition se conclut ainsi: «La trajectoire du capital ne nous emmène pas vers des possibilités de compromis ou d'apaisement.

Au contraire, elle chauffe à blanc la société, augmente les dangers de la guerre, de la destruction environnementale et du fascisme. Elle ouvre aussi des possibilités à notre camp pour enfin prendre notre destin en main et transformer la catastrophe annoncée pour tous en une catastrophe pour ceux d'en haut».

S'il n'y a pas d'inflexion possible de la trajectoire du capital, il nous faut alors la supprimer. Pour cela, il nous faudra mettre tous nos efforts et notre attention pour développer tout ce qui permettra et tendra vers la révolte de masse et le socialisme. Cette tendance ne pourra se développer qu'à condition que celles et ceux qui construiront les mouvements à venir, les contestations, les révoltes soient armés d'arguments, de confiance et d'expériences face à celles et ceux qui voudront les canaliser dans les cadres et formes traditionnels.

Le mur

Quiconque a souhaité réagir face à la menace de voir le parti fasciste Rassemblement national arriver au gouvernement suite à l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale par Macron s'est confronté-e avec plus ou moins de résistance à la canalisation de l'ensemble de son énergie et

disponibilité vers l'activité électorale. Plutôt que de se mobiliser contre les fascistes, il aurait donc fallu convaincre des électeur-rices. Plutôt que de construire l'unité pour agir dans nos quartiers, nos lieux de travail, nos lieux d'étude, il aurait fallu s'en tenir à l'unité de direction autour d'un programme.

Il a fallu attendre deux ans pour que l'instabilité reflétée par les résultats des élections présidentielles et législatives de 2022 se matérialise par une dissolution et la tenue de nouvelles élections majeures. Entre-temps des mouvements de contestation de masse ont accentué la crise de légitimité et accéléré la crise politique. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles Macron a dissous l'Assemblée nationale en juin 2024. C'est une manière pour lui de canaliser la colère dans le domaine électoral, de restreindre son opposition à un groupe parlementaire infiniment moins menaçant qu'un mouvement de contestation qui prend la rue et organise des grèves.

Avec les résultats des élections législatives de 2024, il est clair que l'instabilité s'est accrue. De même que la menace de prise de pouvoir par les fascistes. Cela suffit à tenter, à partir de l'expérience des derniers mois, de tirer quelques conclusions qui pourront nous servir à nous orienter quand le vent soufflera fort durant de prochaines élections qui pourraient de nouveau arriver au mois de juillet 2025.

Les urnes et (peut-être) la rue

L'histoire des débats et des expériences des révolutionnaires vis-à-vis des élections est riche ! Bien que les réponses pratiques aient varié, allant du (rare) boycott jusqu'à la participation en présentant des candidat-es en passant par le soutien plus ou moins critique à tel ou telle candidat-e, il y a malgré tout une forme de consensus autour de grands principes : bien qu'il n'y ait pas de voie parlementaire et électorale vers le socialisme, les élections continuent à être identifiées par des millions de personnes comme le seul moyen d'agir politiquement. Les révolutionnaires oscillent ainsi souvent entre une position de participation systématique et une autre de participation occasionnelle aux élections.

Sur la question du nombre de personnes qui croient suffisamment dans les élections pour aller voter (avec toutes les nuances que cela implique), il est important de mentionner qu'en France le taux de participation suit une tendance à la baisse, quelles que soient les élections depuis plusieurs décennies. Mais ça n'est pas la seule tendance qui joue sur le nombre. L'accès au vote, le taux d'inscription et la population totale jouent également ; si bien qu'il y a eu entre 35 et 37 millions de votant-es au 1^{er} tour des élections présidentielles depuis 2007, soit bien plus de votant-es qu'en 1995 avec 32 millions, 1981 avec 31 millions ou 1974 avec 26 millions (année du taux de participation le plus haut).

En résumé, les révolutionnaires se retrouvent souvent autour de l'approche suivante : nous sommes en principe favorables à l'activité électorale, mais jamais comme une fin en soi, uniquement comme une forme d'action subordonnée à la lutte collective de la classe ouvrière. Cette approche n'est pas propre aux révolutionnaires et peut se formuler autrement. C'est d'ailleurs sous cette forme qu'il nous a été répété jusqu'à la nausée pendant la campagne des législatives : dans les urnes et dans la rue.

Face au danger fasciste, unité d'action

La lutte contre le fascisme ne se gagnera ni sur le terrain électoral ni sur le terrain des institutions. Il suffit pour s'en convaincre de voir les progrès réalisés par le FN devenu RN depuis plusieurs élections dans une séquence de recul des traditions antifascistes en dehors des périodes électorales. 13 millions d'électeur-rices aux élections présidentielles de 2022, 10 millions aux législatives et 143 député-es désormais à l'Assemblée nationale.



Il y a urgence à faire reculer les fascistes et pour cela à attaquer dès maintenant le RN et les fascistes par tous les moyens sans attendre 2027

Cela suffit à conclure qu'il ne faut plus attendre ! Il y a urgence à faire reculer les fascistes et pour cela à attaquer dès maintenant le RN et les fascistes par tous les moyens sans attendre 2027 ou les prochaines élections législatives en cas de nouvelle dissolution. Cela commence par leur interdire la rue. Chaque meeting, chaque manifestation ou rassemblement doit faire l'objet d'une mobilisation antifasciste la plus massive possible. Voilà la seule unité qui vaille contre les fascistes, rassembler contre eux et dans la rue toutes celles et ceux qui ne sont pas avec eux. Aucune affiche, aucun autocollant, aucun militant fascistes dans nos quartiers !

Il faudra également contester chaque tentative à gauche qui irait dans le sens de normaliser la présence du RN à l'Assemblée, car elles rendraient les mobilisations de rue plus difficiles. On ne débat pas avec les fascistes, on ne signe pas de projet de loi ou de motion de censure avec eux. Face aux fascistes, tout est subordonné à la rue. Tout ce qui rend l'unité d'action plus difficile est à condamner, tout ce qui l'encourage et la facilite doit être développé.

Face au danger fasciste, solidarité antiraciste

Le racisme est le dénominateur commun des électeur-rices du RN. Cela ne signifie pas qu'il n'y a que les électeur-rices du RN qui soient racistes et il est important de dire que, bien que Macron ait eu à s'allier aux fascistes pour faire voter la loi immigration de Darmanin, il n'en a pas eu besoin pour rédiger le contenu. Le vote de la loi Darmanin l'a illustré : sur le dos des immigré-es avec et sans-papiers, c'est toute l'évolution de la société qui est concernée.

Laisser se développer les attaques contre l'immigration, les musulman-es, les racisé-es, c'est légitimer une société de plus en plus inégale,

liberticide, nationaliste et sécuritaire. Et ouvrir la voie aux courants fascistes. Symétriquement, laisser se développer ces tendances c'est rendre de plus en plus difficile la lutte collective.

On ne peut plus reculer contre le racisme. Il ne suffit pas de ne pas être raciste, il faut être antiraciste. Dans chaque quartier, chaque lieu de travail, chaque lieu d'étude, il nous faut nous organiser pour développer la solidarité contre toutes attaques racistes. L'unité d'action ne sera suffisamment solide que si elle prend profondément ses racines dans une solidarité avec celles et ceux qui sont racisé-es, mulsuman-es, immigré-es, étranger-es avec ou sans-papiers. En 2023, il aurait par exemple fallu faire de la lutte contre la loi Darmanin une priorité du mouvement contre la réforme des retraites, puis organiser la solidarité avec les jeunes en révolte pour Nahel et contre les violences policières, combattre dans chaque établissement scolaire et chaque quartier l'interdiction de l'abaya, empêcher toutes les attaques contre les mosquées, les centres d'hébergement, dans les quartiers, etc.

Pendant les élections législatives de 2024, cela signifiait soutenir des candidat-es qui permettaient à travers leurs prises de position de mettre en avant les revendications et donc potentiellement d'étendre le mouvement de solidarité avec la Palestine, de résistance dans plusieurs colonies de l'État français en premier lieu la Kanaky, la Martinique et la Guadeloupe, du combat des collectifs de sans-papiers et mineur-es isolé-es contre la loi Darmanin et pour l'égalité des droits, des luttes des familles de victimes de violences policières.

Sauver les meubles ?

Souvent est revenu l'argument comme quoi il fallait participer à l'activité électorale ou au moins ne pas en être critique, car du résultat des élections dépendent les conditions dans lesquelles, nous vivrons, nous militerons. Il est important de préciser que, dire que les élections ne nous permettront pas d'éviter le fascisme et la guerre, voire qu'elles ne nous permettent pas d'obtenir des réformes majeures qui pourraient améliorer nos vies n'est pas la même chose que de dire qu'elles n'ont strictement aucun effet.

Si Mélenchon était président et la gauche majoritaire à l'Assemblée nationale, nos capacités à nous organiser pour obtenir des changements seraient amplifiées par rapport à ce qu'elles sont sous Macron. Pour commencer, les résultats électoraux ont un effet immédiat sur l'espoir de dizaines de millions de personnes à changer les choses, sur les discussions qu'on a, sur les sujets qui dominent dans la société, etc. Rien que pour cela, la position minimale dans les situations de campagne électorale vis-à-vis du vote doit être d'appeler à voter contre la droite. Mais il faut se rappeler qu'en 1981 la gauche avait gagné les élections présidentielles et législatives avec un programme bien plus radical que toutes les récentes tentatives d'union de la gauche et qu'elle ne l'a pas tenu plus de deux ans.

Mais même si l'objectif est vraiment de sauver les meubles et donc encourager quiconque à voter à gauche, est-ce qu'il ne vaut pas mieux organiser

une assemblée dans son quartier, son lieu de travail, son lieu d'étude contre le fascisme et le racisme, est-ce qu'il ne vaut pas mieux que des millions manifestent en solidarité avec la Palestine, ne

vaut-il pas mieux des grèves, des manifestations féministes, etc. ?

Il y a une disponibilité et une audience importantes durant les

élections dont il faut se saisir. Pas pour canaliser vers les urnes, mais vers la rue et la lutte. Celles et ceux impliqué-es dans le mouvement doivent s'en saisir comme l'a fait Urgence Palestine récemment ou les collectifs de sans-papiers et la marche des Solidarités avec la Campagne Antiracisme et Solidarité en 2022, ou comme l'exemple des assemblées antiracistes et antifascistes lancées dans plusieurs quartiers et notamment à Rennes avant les élections législatives.

Dans les élections, pour développer une organisation révolutionnaire ?

Du fait d'une position qui, par principe, exclut le boycott systématique, les participations aux élections peuvent occuper une place importante dans les débats d'organisations révolutionnaires. On peut déjà constater que le NPA, le NPA-Révolutionnaire, Révolution permanente et Lutte ouvrière participent aux élections ou ont pour objectif de le faire. Sans connaître ni la place ni le contenu des débats internes à ces différentes organisations, il est probable que l'objectif de développer l'organisation et de convaincre des personnes de les rejoindre joue un rôle important quant il s'agit de décider de participer à des élections.

La participation aux élections est une décision importante pour une organisation dans le sens où elle oriente l'activité des membres de ces organisations et engage souvent des moyens financiers très importants. Pour se présenter aux élections présidentielles, il faut parcourir le territoire pour les 500 parrainages. Pour les élections législatives, il faut souvent des dizaines et des dizaines de candidat-es. Rien que cela pose des questions très pratiques comme le nombre de militant-es impliqué-es dans les élections plutôt que dans d'autres tâches et elles doivent être adressées avec la plus grande attention.

Mais le nombre ne joue pas que sur cet aspect mais aussi sur l'implantation. Se développer à travers les élections implique que les militant-es révolutionnaires qui mènent l'activité électorale et que l'organisation soient individuellement et collectivement perçues comme crédibles et réalistes en tant que révolutionnaire. Cette crédibilité se construit par les tests à travers lesquels les révolutionnaires font la preuve de leur stratégie. Plus concrètement, il faudra que les militant-es révolutionnaires aient, à l'échelle de quartiers et de villes, fait leur preuve auprès de la classe avant de convaincre réellement de l'organisation révolutionnaire et de l'importance de la développer. Ces tests ne pourront se faire que dans le mouvement et dans la lutte, c'est-à-dire dans l'évaluation par la pratique de nos analyses théoriques.

MATHIEU PASTOR (PARIS 20^e)



« Il y a bien une guerre des classes, mais c'est ma classe, la classe des riches, qui mène cette guerre, et nous sommes en train de la gagner. » C'est en ces termes, qu'en 2005, lors d'une interview à CNN, Warren Buffet, un des hommes les plus riches du monde s'est exprimé.

Cette analyse, lâchée dans un moment d'honnêteté et... d'arrogance, est éclairante. On peut imaginer le désespoir des capitalistes et des hommes et femmes politiques du monde entier, s'arrachant les cheveux en l'entendant. Eux, qui passent leur temps à brouiller les pistes et à faire croire que la lutte de classes n'existe plus, que nous sommes tou-te-s uni-e-s dans une même nation, une même République. Et là, Buffet affirme que Marx avait raison ! Et bien, Marx avait effectivement raison et son analyse est toujours valable aujourd'hui.

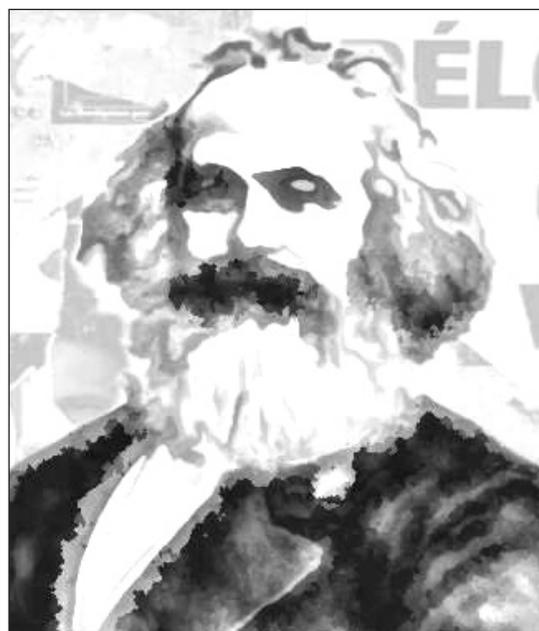
Revenons d'abord sur certains éléments clés de celle-ci. Dès le premier chapitre du *Manifeste du Parti communiste*, écrit par Karl Marx et Friedrich Engels en 1848, la couleur est annoncée : « *L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire des luttes de classes.* » S'ensuivent des passages sur la nature de cette lutte à travers les différentes phases de développement de la société humaine. Les auteurs rappellent non seulement la violence des exploités (esclavagistes, féodaux ou capitalistes) à travers les âges mais aussi la résistance des exploité-e-s.

Plus tard, Engels précisera que par « l'histoire de toute société » il fallait comprendre « histoire écrite ». Car l'étude anthropologique de sociétés restées à l'écart du monde moderne permettait de déduire que dans les premières sociétés « primitives », les classes sociales n'existaient pas et que celles-ci n'émergeraient qu'avec la sédentarisation des tribus, la production d'un surplus de nourriture et son accaparement par une petite minorité.

C'est une remarque cruciale car si on pouvait dire que des sociétés humaines sans classes sociales (et donc égalitaires) avaient pu déjà exister, alors on pouvait très bien imaginer qu'un jour cela pourrait être de nouveau le cas.

Ruptures révolutionnaires

D'autre part, Marx et Engels ont montré comment, à certains moments de l'histoire, le mode de production d'une société (sa manière de produire les richesses) devenait un frein au développement de cette production. À ces moments-là, la contradiction est résolue de deux manières : soit par une révolution où la classe sociale émergente, porteuse d'un nouveau mode de production, renverse l'ancien régime qui bloque la société, soit par la défaite des deux classes et l'effondrement de la société dans son ensemble. Ainsi, en 1789 en France c'est la bourgeoisie révolutionnaire qui renverse la monarchie et la classe des seigneurs et qui ouvre la voie au



développement de l'industrie, de la science et à une explosion des capacités de production.

Enfin, ils ont identifié des différences entre le capitalisme et les sociétés de classes précédentes qui sont d'une réelle importance pour nous aujourd'hui.

Pendant des siècles et jusqu'à l'avènement du capitalisme, la production des richesses est restée très faible. Il y avait à peine de quoi pouvoir nourrir tout le monde et la moindre sécheresse ou inondation pouvaient plonger des milliers, voire des millions de personnes dans la famine et la mort. Aujourd'hui nous pourrions nourrir plusieurs fois la population de la planète. Une société sans classe, socialiste, basée sur l'abondance est plus que possible, c'est-à-dire une société où il y aurait moyen de satisfaire les besoins de tou-te-s et pas seulement ceux d'une petite minorité.

D'autre part, par le passé, les masses exploitées ont pris une place énorme dans les résistances et dans les changements de régime, comme dans la Révolution française où les paysans et les sans-culottes des villes ont joué un rôle primordial. Par contre, à chaque fois, c'est une nouvelle minorité qui a volé le pouvoir pour devenir une nouvelle classe dominante et... exploiteuse de ces mêmes masses populaires.

Nouvelle classe révolutionnaire

Avec le développement du capitalisme par contre, émerge une nouvelle classe sociale d'exploité-e-s, la classe ouvrière, qui n'est plus destinée à jouer les petites mains pour d'autres. Par son nombre, sa cohésion et ses capacités, elle a les forces d'être candidate à la prise du pouvoir pour son propre compte et à la reconstruction d'une nouvelle société pour le compte de tout le monde.

Enfin, dernière différence avec les modes de production précédents, le capitalisme s'accapare la planète entière. «*Poussée par le besoin de débouchés toujours nouveaux [dit Marx dans le Manifeste], la bourgeoisie envahit le globe entier.*» Et qui dit classe capitaliste exploiteuse mondiale, dit forcément classe exploitée (ouvrière) mondiale, c'est-à-dire des travailleur-euse-s qui ont les mêmes intérêts en commun et un même ennemi en commun à combattre. Si des luttes pouvaient démarrer dans des pays différents, la conclusion de Marx, dans le *Manifeste*, était que, «*Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils [les communistes] mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat*». Les travailleur-euse-s n'ont pas de patrie.

Et aujourd'hui ?

Ces analyses sont évidemment largement contestées par la droite et plus ou moins ouvertement par l'ensemble de la gauche, avec des arguments qui sont sans cesse relayés à l'école, à la télé et dans l'ensemble des médias. «*Marx, c'est vieux*», «*la société a bien changé depuis, elle est bien plus complexe*» et puis «*la classe ouvrière n'existe plus ou du moins est aujourd'hui minoritaire*» et que

nous ferions de plus en plus partie d'une grande «*classe moyenne*».

Comme preuve on nous renvoie souvent à la classification de l'INSEE. Comme brouillage des pistes on ne peut guère faire mieux. Pour commencer, on n'y parle non pas de classes mais de «*catégories*» sociales qui sont divisées en huit. On trouve effectivement des ouvriers (22%) et des employés (8%) mais pour les autres catégories tout est mélangé – les artisans avec les chefs d'entreprise, le clergé avec des instits et du personnel de santé (parmi les professions «*intermédiaires*» (13%) mais pas avec des professeurs (de lycée?) qui sont groupés avec les cadres (petits et grands) sans

parler d'une grande catégorie où tout le monde se regroupe une fois la retraite venue (27%), les «*inactifs*» (anciens ouvriers, cadres, chefs d'entreprise, agriculteurs, etc.

Il est clair que nous n'avons pas la même approche que les représentants de la sociologie bourgeoise, qui ne cherchent qu'à faire une simple photo figée de la société. En fait, rien n'est figé. Nous vivons dans un système dynamique qui permet à une petite minorité de capitalistes d'accaparer le fruit du travail d'une grande majorité de salarié-e-s. L'identification des classes sociales découle donc du rapport que les un-e-s et les autres entretiennent avec ce système d'exploitation et du rapport direct que les deux grandes classes sociales antagonistes entretiennent entre elles.

À partir de cette analyse, on peut conclure que la classe capitaliste (ou bourgeoise) ne constitue qu'à peine 1% de la population, c'est-à-dire la classe qui détient ou gère et contrôle effectivement des capitaux. En face, la partie de la population qui, pour vivre, ne dépend que de sa force de travail, de son salaire et qui n'a absolument aucun contrôle sur le processus de production, sur les investissements, les embauches, les licenciements, etc. représente aujourd'hui au moins 80%. Il est vrai que l'ancienne terminologie («*classe ouvrière*») peut porter à confusion, mais qu'on l'appelle «*prolétariat*», «*nouvelle classe ouvrière*» ou «*classe des travailleur-euse-s*», nous parlons bien d'une classe d'exploité-e-s majoritaires qui comprend aussi bien des salarié-e-s de l'industrie que des services.

Deux grandes classes

Comme l'affirmait Marx, nous vivons dans une époque où la société se décante de plus en plus en deux grandes classes opposées (bourgeoisie et prolétariat) mais comme du temps de Marx aussi, il existe des classes intermédiaires. Comme avant, il existe encore une classe moyenne (ou petite bourgeoisie) traditionnelle composée de petits paysan-ne-s, commerçant-e-s ainsi que des professions libérales comme architecte, médecin, avocat-e, notaire, etc. C'est une classe qui n'a pas les moyens de porter le projet d'un nouveau mode de production. Ainsi, dans les grandes batailles entre le capital et le travail, a-t-elle toujours fini par basculer d'un côté ou de l'autre. En période de grande mobilisations populaires et de perspective de victoires, voire de l'espoir de transformations

Nous vivons dans un système dynamique qui permet à une petite minorité de capitalistes d'accaparer le fruit du travail d'une grande majorité de salarié-e-s

sociales, une partie de cette classe moyenne peut rallier le camp des travailleur·euse·s. En période de défaite et de désespoir, la majorité de cette classe peut rallier la réaction.

À la différence de la période de Marx, une nouvelle classe moyenne a néanmoins émergé — salariée celle-ci — composée essentiellement de cadres mais pas du tout homogène. À un extrême, un·e PDG, salarié·e mais qui possède des stock-options et qui participe aux grands choix de l'entreprise, est de fait membre de la classe capitaliste. Le ou la petit·e cadre sans grande responsabilité, par contre est plus proche d'un·e travailleur·euse et, comme pour les membres de la petite bourgeoisie traditionnelle, ils peuvent osciller de la même façon entre les deux camps en fonction du rapport des forces.

Système mondial

D'autres changements sont également intervenus depuis 170 ans mais ne font que renforcer les analyses de Marx. À l'époque déjà, Marx identifiait la classe ouvrière comme une force montante porteuse d'un projet de transformation révolutionnaire de la société. Pourtant, à son époque le nombre d'ouvrier·e·s dans le monde entier était moins que dans la seule Corée du Sud d'aujourd'hui. En 2020, l'OIT estimait qu'il y avait 2 milliards d'ouvrier·e·s dans le monde sur un total de 3,3 milliards de salarié·e·s et qu'en 2015, 54 % de la population du monde vivait en ville.

Par ailleurs, nous avons vu que Marx a relevé qu'à certains moments dans l'histoire, un mode de production (esclavagistes ou féodal par exemple) devenait un frein à l'avancement de la société. Le conflit

entre les classes qui représentaient le vieux et le nouveau monde pouvait se résoudre par une révolution ou par l'effondrement de toute la société. Au début du 20^e siècle, la révolutionnaire Rosa Luxembourgeois parlait de « *socialisme ou barbarie* ». Depuis, nous avons pu assister aux pires de la barbarie : des famines dans un monde plein de richesses, deux guerres mondiales atroces, des régimes fascistes et un nombre incalculable de guerres régionales. Nous vivons aujourd'hui une époque où plane le spectre non seulement d'une nouvelle période de guerres et de fascisme, mais d'une catastrophe climatique qui pourrait aboutir non seulement à l'effondrement de la société mais à la fin de l'humanité toute entière.

En même temps, dans le monde entier les résistances au quotidien et les explosions de colère de notre camp n'ont jamais été aussi fortes. Et la France ne fait pas exception, que ce soit les grèves « invisibles » qui ont lieu tous les jours, l'immense mouvement des Gilets jaunes ou les millions en grève contre la réforme des retraites, sans parler de la vague « Me Too » ou de la révolte contre les violences policières.

Tous les feux sont au vert en ce qui concerne la possibilité et la nécessité d'une transformation révolutionnaire de la société, mais il reste la question brûlante de comment notre classe, pourtant majoritaire, pourra développer la conscience et les capacités nécessaires pour la réaliser.

Conscience de classe

C'est encore Marx qui pointe le premier cette question quand il parle de classe « en soi » et de classe « pour soi ». La classe « en soi », c'est tout ce qu'on vient de voir : la situation objective de la classe, son exploitation, son rapport aux exploités, les intérêts objectifs partagés avec les autres membres de la classe, etc. La classe « pour soi » c'est la conscience de cette situation, et la confiance pour agir collectivement en défense de ses intérêts et pour mettre fin à sa situation d'exploité. Mais comment développer tout cela ? C'est un autre révolutionnaire, Antonio Gramsci, qui apportera des pistes, en partant de deux idées apparemment contradictoires de Marx. La première, « *Les idées dominantes sont les idées de la classe dominante* » (dans *L'idéologie allemande*, Karl Marx et Friedrich Engels) et la deuxième, « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.* » (*Statuts de l'Association internationale des travailleurs dite 1^{re} Internationale*). Certaines idées dominantes sont le reflet de la manière dont le système fonctionne, comme l'existence de chefs ou la compétition (pour des notes, pour les concours, pour un boulot, etc.) et d'autres idées sont distillées régulièrement par les médias, comme le racisme, le sexisme ou l'homophobie dans le but de nous diviser... et cela fait bien sûr des dégâts énormes. Alors, si nous avons dans notre tête les idées dominantes, comment pourrions-nous nous émanciper nous-mêmes ? Le point de départ

de la solution, c'est la lutte des classes. Car c'est la logique même du capitalisme, où chaque capital a besoin d'accumuler davantage que ses concurrents sous peine de disparaître, qui provoque sans cesse des résistances.

C'est dans ces moments de résistance à une exploitation toujours plus intense que des travailleur·euse·s peuvent se rendre compte que les idées dominantes ne sont d'aucune aide pour gagner. Au contraire, c'est la solidarité qui marche et non pas le chacun pour soi. C'est l'unité entre collègues blanc·he·s, noir·e·s, arabes, hommes, femmes, homos, hétéros, etc. qui permet de l'emporter, etc. C'est à ces moments qu'une nouvelle conscience (de classe !) peut émerger et peut se développer encore plus vite avec l'intervention de militant·e·s déjà conscient·e·s du besoin d'argumenter dans ce sens.

C'est vrai pour chaque petite lutte et encore plus pendant les périodes révolutionnaires. C'est Marx qui expliquait les deux raisons pour lesquelles une révolution est nécessaire. D'abord parce qu'il faut briser la résistance d'une classe dominante qui ne lâchera pas ses richesses et son pouvoir sans une lutte acharnée mais aussi parce qu'elle permet de débarrasser la tête de toutes les idées de merde accumulées depuis des années.

La bataille des idées

Dans ces moments de luttes inévitables, la bataille des idées est donc cruciale. La lutte des classes peut ouvrir la possibilité d'un changement rapide des idées et de la confiance mais rien n'est automatique. En face, tous les jours, la classe dominante mobilise

En 2020, l'OIT estimait qu'il y avait 2 milliards d'ouvrier·e·s dans le monde sur un total de 3,3 milliards de salarié·e·s et qu'en 2015, 54 % de la population du monde vivait en ville



ses experts, ses universitaires et ses idéologues dans les médias et ailleurs. De notre côté, il faudrait que nos syndicats soient de véritables « écoles de la lutte de classe » et que nos partis défendent nos intérêts de classe avec autant de détermination que leurs partis défendent les leurs. Malheureusement, les idées dominantes se répandent jusque dans la gauche syndicale et politique et la confusion qui s'ensuit contribue aussi, à certains moments, à « brouiller les pistes ».

Sans parler du PS, des Verts ou du PCF, même la partie la plus radicale de la gauche aujourd'hui, LFI, est loin d'être étrangère à ce phénomène.

Nous pouvons nous retrouver côte à côte avec des militant-e-s de LFI dans des grèves ou des manifestations. Mais les solutions qu'ils proposeront ne seront pas celles qui pourront renforcer la conscience de classe dans la perspective d'une autoémancipation mais seront celles qui détourneront la colère et l'énergie vers des élections et la délégation du pouvoir à une « nouvelle minorité » d'élu-e-s.

Ces derniers mois nous avons pu apprécier les positions courageuses de LFI sur la défense de la Palestine, malgré la violence des attaques dont elle a été l'objet. Elle est pourtant capable en même temps d'avoir des positions sur la défense de la nation française qui sont tout le contraire de l'internationalisme dont notre classe a besoin.

Quand des membres de LFI s'adressent à leur public avec un « chers compatriotes », quand on fait flotter le drapeau tricolore, qu'on fait chanter la Marseillaise, qu'on vante la puissance maritime de la France de par ses colonies, qu'on accepte le contrôle des frontières et la reconduite des débouté-e-s d'asile, alors on agit clairement contre les intérêts de notre classe.

L'ensemble des organisations de la gauche institutionnelle, politique et syndicale sème la confusion en essayant de combiner les notions de classe et de nation, de travailleur-euse et de citoyen-ne avec l'objectif de créer, au sein d'une société de classe, une République pour tou-te-s complètement illusoire.

Nous devons faire en sorte qu'à la fin ce ne soit pas eux qui gagnent... mais nous

Renouer avec Marx et la centralité de la lutte des classes

Pour notre part, nous sommes convaincu-e-s qu'il faut construire une organisation d'activistes capables d'intervenir pour construire les résistances et de proposer des stratégies pour unifier notre classe, pour faire gagner le mouvement et pour dresser des perspectives d'une auto-émancipation des travailleurs et du socialisme par en bas.

Cela signifie que dans la lutte de classe de tous les jours nous militons aussi contre toutes les oppressions qui peuvent nous affaiblir et nous

diviser et en premier lieu le nationalisme et tous les racismes. Concrètement, pour commencer, cela veut dire une solidarité sans faille avec les migrant-e-s et les sans-papiers, et une bataille pour l'ouverture des frontières et la liberté pour qui le veut de s'installer sur le territoire français.

Nous avons commencé cet article par la citation de Warren Buffet, un vrai « guerrier de classe » qui, à l'époque, estimait que sa classe était en train de gagner. Pour nous, comme pour lui, nous ne faisons pas un simple constat de l'existence des classes sociales. Il s'agit bel et bien d'une lutte (voire d'une guerre, comme il dit). La seule différence est que nous devons faire en sorte qu'à la fin ce ne soit pas eux qui gagnent mais nous.

ROSS HARROLD (PARIS 20^e)





AUTONOMIE DE CLASSE - QUI SOMMES-NOUS ?

A2C regroupe des activistes qui refusent d'être des révolutionnaires sans révolution.

À l'heure de la radicalisation de la trajectoire antisociale, raciste et autoritaire du capital et de ses laquais d'État, à l'heure où la polarisation politique s'accroît, où l'antagonisme s'aiguise entre notre classe et ce vieux monde qui n'en finit pas de pourrir, **nous décidons de nous regrouper pour arrêter de nous sentir impuissant-es et risquer d'être désespéré-es.**

Nous nous regroupons, car, **pas plus qu'à la révolution, nous n'avons renoncé à la politique.** Nous n'avons pas renoncé à faire de la politique dans le mouvement, à nourrir nos expériences de lutte de nos réflexions, à enrichir nos réflexions de nos pratiques dans la lutte des classes.

Nous nous regroupons car **notre analyse de la période nous pousse à être ouvert-es aux possibilités qu'elle ouvre et intransigeant-es face aux dangers dont elle est remplie.** C'est pourquoi nous mettons au cœur de nos activités militantes la lutte contre le fascisme sur la base d'une analyse matérialiste du danger qu'il représente (voir le texte *Le temps est compté. Il y a un danger fasciste*) et les luttes antiracistes et en particulier la lutte contre l'islamophobie, forme actuelle du racisme « respectable », face à laquelle nous ne céderons pas un pouce de terrain (voir le texte *Notre antiracisme*).

Nous nous regroupons autour d'une stratégie qui indique un but politique : l'autonomie de notre classe. Autonomie vis-à-vis de ce monde immonde dont la destruction est notre seul but ; Autonomie vis-à-vis de l'exploitation qui y domine, des oppressions qui s'y développent ; Autonomie de celles et ceux qui luttent, seul-es à même de décider des buts, des formes, des tactiques du mouvement. Autonomie de nos luttes, autonomie dans nos luttes.

L'autonomie n'est pas simplement, pour nous, le meilleur moyen d'obtenir des victoires, elle est aussi un but en soi. Une construction chaque fois recommencée qui permet à celles et ceux qui s'engagent dans la lutte de reconnaître leur pouvoir de changer les choses « sans César ni tribun », d'augmenter leur confiance

en la possibilité de prendre nos affaires en main — seule solution pour conjurer la catastrophe dans laquelle nous plonge le capital et son monde.

L'autonomie de nos luttes contre les oppressions que nous subissons n'est pas la meilleure tactique possible, mais la garantie de pouvoir s'émanciper pleinement, réellement. On s'émancipe par nos luttes autonomes et autogérées. **L'autonomie de et dans nos luttes est la préfiguration du monde qui vient, le monde que nous construirons sur les ruines de celui-ci — un monde où il y aura la place pour tous nos mondes** comme on dit au Chiapas.

Nous nous regroupons par-delà nos origines et expériences diverses, non pas pour ajouter de la division à la division, mais pour, **collectivement, élaborer, proposer, tester dans le mouvement une orientation stratégique fondamentale, contre tous les opportunistes et tous les sectarismes :** la construction, partout, tout le temps, « *by any means necessary* », de ce qui renforce l'autonomie de notre classe.

Nous ne sommes pas une énième fraction de tel ou tel parti — bien qu'une partie d'entre nous a milité au NPA — mais bien une tendance à l'intérieur du mouvement général de contestation de l'ordre établi. **Un « centre politique » qui a vocation à confronter ses élaborations et ses propositions, tant théoriques que pratiques, avec l'ensemble des composantes du mouvement.** Pour nous en donner les moyens nous nous réunissons tous les deux mois pour des formations, des débats, et nous éditons un site, des brochures thématiques et depuis janvier 2022 cette revue — *Les Cahiers d'A2C*, après avoir publié et diffusé quinze numéros d'un bulletin « à vocation régulière » entre 2017 et 2020.

A2C est un processus, ouvert et évolutif, qui sera ce que les militantes et militants qui ont décidé de s'approprier cet outil en feront.

Une question, une remarque, une polémique ?

A2C@RISEUP.NET

L'ÉCRITURE INCLUSIVE DANS *LES CAHIERS D'A2C* : POURQUOI ? COMMENT ?

La revue *les Cahiers d'Autonomie de classe* est éditée par un groupe de militant-es révolutionnaires, A2C – Pour l'Autonomie de classe (voir le « Qui sommes-nous ? » en dernière page). Elle se veut le reflet de nos réflexions, de nos débats et de nos interventions. En tant que révolutionnaire, donc féministes, nous savons que la façon d'écrire est éminemment politique. L'écriture officielle, dominante, porte en elle les marques de la société patriarcale dont elle est le reflet. C'est pourquoi nous

utilisons une forme d'écriture inventée dans les mouvements féministes et largement diffusée dans nos milieux militants, et donc parmi notre lectorat, l'écriture dite inclusive.

Elle permet de remettre en cause les principes masculinistes de l'écriture dominante tout en étant facilement appréhendables par ceux à qui nous nous adressons, sans par ailleurs compliquer le travail de maquettage, indispensable à la production de toute publication. La forme que nous utilisons le plus souvent (le point médian) est celle qui nous

apparaît, jusqu'à maintenant, comme la plus juste et la plus lisible.

Pour autant, cela n'épuise pas tous les débats. Des camarades écrivent en utilisant d'autres formes, en particulier l'utilisation de « X » pour inclure l'existence de la non binarité dans l'écriture. C'est un débat que nous souhaitons approfondir, tant dans nos rencontres et réunions que dans *les Cahiers d'Autonomie de classe*. Ainsi ces camarades pourront exprimer leur point de vue dans des textes ou dans des encadrés comme celui-ci.

LES RENDEZ-VOUS D'

WEEKEND DE FORMATIONS ET DE DÉBATS D' RÉGION PARISIENNE

SAMEDI 9 ET DIMANCHE 10 NOVEMBRE 2024

AU MALTAIS ROUGE, 40, RUE DE MALTE, PARIS, MÉTRO RÉPUBLIQUE

Programme bientôt disponible...

RÉUNION PUBLIQUE D' PARIS 18^e

VENDREDI 18 OCTOBRE À 19H

LIEU : CONTACTEZ NOUS ; -)

<https://www.autonomieDECLASSE.org/antiracisme/strategies-pour-la-liberation-anciens-et-nouveaux-arguments-de-la-gauche-palestinienne/>



APPEL À CONTRIBUTION

Une expérience locale que vous trouvez enthousiasmante ? Une idée pour changer le monde ? Une incompréhension ou des éléments de débat avec l'un de nos articles ? N'hésitez plus, à votre plume et contribuez !

SI VOUS AVEZ LA MOINDRE QUESTION :
CONTACTEZ-NOUS !

PAR MAIL  A2C@RISEUP.NET

SUR NOTRE SITE  AUTONOMIEDECLASSE.ORG

SUR NOS RÉSEAUX SOCIAUX

 A2C - POUR L'AUTONOMIE DE CLASSE

 [A2C.AUTONOMIEDECLASSE](https://www.instagram.com/A2C.AUTONOMIEDECLASSE)

14

OCTOBRE 2024

**ÉDITO FACE À L'EXTRÊME
DROITE ET À LA
CRISE POLITIQUE DU
GOUVERNEMENT,
L'UNITÉ ANTIRACISTE ET
ANTIFASCISTE!**

ANOUK (MARSEILLE), PAGES 2-3

**PROCÈS « DE MAZAN » CULTURE
SOLIDAIRE ET FÉMINISTE FACE
À LA CULTURE DU VIOL**

JULIETTE BONNETERRE (MARSEILLE) ET
KIM ATTIMON (RENNES), PAGES 4-7

**SUR L'ISLAMISME
LUTTER CONTRE LES
ANALYSES RACISTES**

DENIS GODARD (PARIS 20^e), PAGES 8-11

**QU'EST-CE QU'UN PARTI
FASCISTE ?**

BARNABÉ BOUCHARD (PARIS 18^e), PAGES 12-13

**UN QUARTIER CONTRE LE
FASCISME : RENNES-SUD**

KIM ATTIMON (RENNES) ET DENIS GODARD
(PARIS 20^e), PAGES 14-18

**DANS LES URNES PUIS DANS
LE MUR ?**

MATHIEU PASTOR (PARIS 20^e), PAGES 19-21

**LA LUTTE DES CLASSES
AU 21^e SIÈCLE**

ROSS HARROLD (PARIS 20^e), PAGES 22-25

**AUTONOMIE DE CLASSE
- QUI SOMMES-NOUS ?**

A2C, PAGE 26

**A2C VOUS DONNE
RENDEZ-VOUS**

A2C, PAGE 27

WWW.AUTONOMIEDECLASSE.ORG

PRIX CONSEILLÉ 2 EUROS  A2C@RISEUP.NET  A2C - POUR L'AUTONOMIE DE CLASSE  A2C.AUTONOMIEDECLASSE